

Women's Peace and Humanitarian Fund

RAPPORT ANNUEL

<p>Pays : Burundi</p>	<p>Soumis par PUNO(s) UN Women ¹ Nom de l'entité : ONUFEMMES BURUNDI Nom du Représentant(e) : Jennet KEM</p>
<p>Numéro de projet de MPTF : 00103750</p>	<p>Partenaire(s) de mise en œuvre</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Association DUSHIREHAMWE 2. Association des Femmes Rapatriées du Burundi (AFRABU) 3. FVS-Amie des enfants (AMADE) 4. SAEMAUL UNDONG BURUNDI 5. Solidarité de la Jeunesse Chrétienne pour la Paix et l'Enfance (SOJPAE) 6. Alliance des Imams du Corridor Nord pour le Développement Humanitaire (AICNDH)
<p>Période du rapport Rapport annuel 2021 (janvier à décembre 2021)</p>	<p>Locations du projet <i>Énumérez-les provinces/régions où les projets sont mis en œuvre</i></p> <p>Tout le pays (18 provinces)</p>
<p>Appel à Propositions <i>Sélectionnez tous les appels correspondants</i></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Cycle de financement régulier – Cfp 3 <input type="checkbox"/> Partenariat WPHF/Spotlight <input type="checkbox"/> Fenêtre d'intervention d'urgence COVID-19 <input type="checkbox"/> Fenêtre d'intervention rapide pour les processus de paix</p>	<p>Budget total approuvé (USD) <i>Budget approuvé pour Cfp3 : 900,000 USD</i> <i>Budget approuvé depuis le début du programme 2,900,000 USD</i></p>
<p>Effets WPHF² auxquels le rapport contribue pour la période du rapport <i>Sélectionnez tous les Effets correspondants</i></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Effet 2: Prévention des conflits <input checked="" type="checkbox"/> Effet 6: Consolidation de la paix et relèvement post-conflit</p>	<p>Montant transféré (USD) <i>Montant qui a été transféré aux OSC durant la période du rapport (2021)</i></p> <p>900000 USD</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Association DUSHIREHAMWE : 107 000 USD 2. Association des Femmes Rapatriées du Burundi (AFRABU): 146 000 USD 3. FVS-Amie des enfants (AMADE) :146 000 USD 4. SAEMAUL UNDONG BURUNDI :146 000USD 5. Solidarité de la Jeunesse Chrétienne pour la Paix et l'Enfance (SOJPAE) : 150 000 USD 6. Alliance des Imams du Corridor Nord pour le Développement Humanitaire (AICNDH) : 146 000 USD
<p>Date de début du programme</p> <p>1 er septembre 2020</p>	
<p>Date de fin prévue du programme 31 août 2021</p>	

¹ Organisations non UN, uniquement applicable à la fenêtre d'intervention rapide pour les processus de paix

² Selon le modèle intégré (imbriqué) du cadre de résultats du WPHF, les effets du WPHF sont équivalentes au niveau d'impact pour les partenaires

Résumé Exécutif

Le **Fonds des Femmes pour la Paix et l'Action Humanitaire (WPHF)** appuie des organisations féminines de la société civile au Burundi dans le but de créer *des sociétés pacifiques et égalitaires* pour des communautés cohésives et résilientes. Grâce aux fonds reçus du WPHF dans le cadre du 3ème cycle de financement au Burundi, ONUFEMMES au Burundi a soutenu la mise en œuvre de 6 projets exécutés par 6 organisations de la société civile sur 2 Effets du WPHF en conformité avec le contexte national du pays. Ces 2 Effets du WPHF sont : (Effet WPHF 2) Participation significative des femmes à la prévention des conflits (Effet WPHF 6) Consolidation de la paix et investissements dans le relèvement. Ces organisations sont DUSHIREHAMWE, Association des Femmes Rapatriées du burundi (AFRABU), Famille pour Vaincre le Sida (FVS-AMADE), Saemaul Undong Burundi, Solidarité de la Jeunesse Chrétienne pour la Paix et l'Enfance (SOJPAE) et l'Alliance des Imams du Corridor Nord pour le Développement Humanitaire (AICNDH).

Malgré la période complexe et de difficultés du COVID-19, un plus grand nombre de femmes et de filles, des hommes et des jeunes hommes, des leaders communautaires et des administratifs ont activement participé et soutenu les approches qui ont permis d'accroître le nombre de femmes et de filles qui participent de manière effective dans les processus de prise de décisions et dans les interventions relatives à la prévention et la gestion des conflits. Pendant la période de référence (septembre 2020 à août 2021), un total de 716 423 personnes dont 462 545 femmes et filles et 253 878 hommes et jeunes hommes ont bénéficié d'un appui technique et financier en tant que bénéficiaires directs de la subvention reçue de 900 000 \$ US dans le cadre du 3^{ème} cycle de financement et 2 885 181 personnes comme bénéficiaires indirects repartis dans les 18 provinces que compte le pays. En outre, 1 315 groupes de solidarités dirigées et coopératives dirigées par des femmes et des filles ont été soutenus par le projet au cours de la période considérée.

En 2021, le Burundi a bénéficié d'un 4ème cycle de financement de WPHF. Au total, 70 propositions ont été reçues en réponse à l'appel à proposition de projet lancé en Aout 2021. 6 organisations de la société civile ont été sélectionnées pour mettre en œuvre ce projet.

Dans le domaine de la participation significative des femmes à la prévention des conflits, un nombre sans cesse croissant de femmes et de filles s'impliquent et participent davantage dans les initiatives de prévention et de résolution des conflits au sein de leurs communautés principalement à travers le réseau des Femmes Médiatrices, les dialogues communautaires et les comités mixtes de sécurité. Plus de 10 664 conflits ont été traités par les femmes et les filles membres du réseau des femmes médiatrices, les femmes et filles membres des groupes de solidarités/coopératives et les femmes et filles membres des « clubs HeForShe » mis en place par l'AICNDH. Egalement, plus de 11 974 dialogues communautaires ont été organisés par les femmes et filles bénéficiaires dans toutes les zones couvertes par le projet permettant ainsi d'ouvrir plus d'espace d'interaction entre les femmes, les filles, les leaders communautaires et les administratifs sur les thématiques relatives à la paix et la sécurité. Plus de 1600 femmes et filles membres de l'Association des Femmes Médiatrices et celles membres des noyaux de base collinaires ont joué un rôle important pour atteindre ces résultats. Plus spécifiquement, 534 femmes médiatrices et 144 médiatrices cadettes disposant de capacités et de connaissances améliorées grâce aux séances de formation et de sensibilisation sur les thématiques relatives à la gouvernance, la résolution des conflits, la communication non violente, le plaidoyer et le leadership se sont activement impliquées pour atteindre ces résultats notamment à travers la mise en œuvre d'initiatives de prévention et de résolution des conflits au sein de leurs communautés.

En matière de la lutte contre la COVID-19, Une large partie de la population a fait preuve d'un changement de mentalités et d'attitudes en adoptant les mesures barrières prises par le Gouvernement pour lutter contre la COVID-19 grâce à des campagnes médiatiques de mobilisation communautaire sur la COVID -19, la paix et la cohésion sociale. A cet effet, 11 Radios (communautaires et à couverture

Résumé Exécutif

nationale) ont diffusé plus de 180 émissions radiophoniques, des sketches et des spots radio sur des thèmes liés Covid-19 comme la mise en application effective et le renforcement du respect des mesures barrières contre la COVID-19, la prévention des conflits et la consolidation de la paix. 591 personnes (17 hommes, 442 femmes adultes, 77 Jeunes filles et 55 Jeunes garçons) membres de 36 radio- clubs mis en place dans les 18 provinces, ont pris part à l'élaboration et la production de ces émissions avec l'appui technique de la Radio Ijwi r'umukenyazi (RIU) en collaboration avec l'Association Burundaises des Radiodiffuseurs(l'ABR).

Au niveau de renforcement des capacités, les femmes et les filles membres de l'Association des Femmes Actrices de Paix et de Dialogue disposent actuellement des connaissances et des outils relatifs à l'organisation et la gestion institutionnelle et opérationnelle de leur Association. En effet, l'Association est actuellement dotée des organes fonctionnels dont un Comité Exécutif, une Assemblée Générale et un Comité de Surveillance. En outre, Les multiples ateliers et séances de renforcement des capacités en faveur des femmes et filles membres de l'AFMPD organisés dans les provinces d'intervention ont également permis d'améliorer considérablement les connaissances et les compétences de ces dernières leur facilitant ainsi de mieux interagir avec les responsables administratifs et d'intervenir dans les mécanismes locaux de paix et de sécurité. Ainsi, 23 chartes de collaboration signée entre les femmes médiatrices et les comités mixtes de sécurité a élargi les espaces de participation et d'influence des femmes médiatrices sur les questions de prévention des conflits, de paix et de sécurité au niveau local. Les capacités opérationnelles et institutionnelles renforcées de l'Association offrent ainsi à un plus grand nombre de parties prenantes, y compris les institutions gouvernementales locales, les autres réseaux et mouvement de femmes, les OSCs un cadre de collaboration crédible et reconnu pour soutenir les approches qui visent à prévenir les conflits et à contribuer au relèvement socioéconomique des femmes.

Dans le domaine du relèvement économique, Le programme a permis aux femmes et jeunes filles bénéficiaires directs des 6 projet d'augmenter et de diversifier leurs sources revenus en améliorant leur niveau d'accès à des opportunités de génération de revenus. Grâce aux compétences et connaissances acquises sur des thématiques comme le leadership et d'entreprenariat, la gestion des micro-projets et de l'épargne, l'organisation des dialogues communautaires et la mise en place des IGR, les femmes et les filles médiatrices ont continué à s'en servir dans la mobilisation des femmes et filles pour leur auto-développement et le développement des réseaux des groupes de solidarité regroupés les femmes. Avec cette mobilisation, plus de femmes et de filles ont continué à se regrouper en des groupements de de solidarité de 25 à 30 bénéficiaires, mais également de nouvelles coopératives se sont développées avec l'appui du projet. Ainsi, 5392 groupements, réseaux et coopératives ont bénéficié des apports du projet en termes d'appui technique et financier aux groupements mis en place. Avec une moyenne de 25 Personnes par groupement, 161760 personnes dont les femmes médiatrices et les jeunes regroupés en groupes de solidarité, ont mené des initiatives de relèvement économique ayant permis l'augmentation de leurs revenus dans les provinces de Bubanza, Bujumbura, Bujumbura Mairie, Bururi, Cankuzo, Cibitoke, Gitega, Karusi, Kayanza, Kirundo, Makamba, Muramvya, Muyinga, Mwaro, Ngozi, Rumonge, Rutana et Ruyigi.

Enfin, en vue de contribuer à réduire le niveau de malnutrition au Burundi, le projet a contribué à améliorer le niveau de connaissance des femmes sur les bonnes pratiques nutritionnelles. 569 femmes médiatrices, 40 autres femmes et 6 CDFC ont amélioré leur connaissance sur les bonnes pratiques nutritionnelles.

1. Profil des partenaires

Appel à propositions	Nom de l'organisation principale	Type d'organisation	Couverture géographique de L'organisation	Effet du WPHF ³	Lieu du projet (État, province ou région)	Nom du partenaire de mise en œuvre(s), type d'organisation et couverture géographique.	Date de début et de fin du projet	Budget total approuvé (USD)
Appel à propositions pays 3	Association DUSHIREHAMWE (Mettons-nous ensemble)	Dirigée par une femme et pour les droits des femmes	Nationale	Effet 2	État (toutes les provinces)	Radio IJWUI Ry'UMUKENYEZI (Radio la Voix de la Femme) et CPAJ. Types d'organisations : (a) OSC des femmes (couverture nationale) œuvrant dans la communauté (b) Une radio (couverture : 10/18 provinces) (c) Un collectif des jeunes (couverture nationale)	<i>Début : 9 septembre 2020</i> <i>Fin : 31 août 2021</i>	107 000
Appel à propositions pays 3	AFRABU (Association des femmes Rapatriées du Burundi)	Dirigée par une femme et pour les droits des femmes	Sub-Nationale	Effet 6	7 Provinces	<ul style="list-style-type: none"> Fontaine Isoko : 1 province Type d'organisation : organisation de la société civile spécialisée dans le plaidoyer <ul style="list-style-type: none"> APFB (association pour la promotion de la fille burundaise) : 3 provinces Type d'organisation : organisation de jeunes filles OSC des femmes	<i>Début : 9 septembre 2020</i> <i>Fin : 31 août 2021</i>	146,000\$
Appel à propositions pays 3	SOJPAE (Solidarité de la Jeunesse Chrétienne pour la Paix et l'Enfance)	Autre	Sub-Nationale	Effet 6	5 Provinces	Bureau Diocésain de Développement de Bubanza (BDD-Caritas Bubanza) (d) Types d'organisations : Organisation de développement chrétienne	<i>Début : 9 septembre 2020</i> <i>Fin : 31 août 2021</i>	150,122\$
Appel à propositions pays 3	FVS-Amie des enfants (Famille pour vaincre le SIDA)	Dirigée par une femme	Sub-Nationale	Effet 2	9 provinces	Foi en Action et ACTION SANTE POUR TOUS « AST » Types d'organisations : OSC des personnes pour l'enfance, Organisation pour soins de santé en faveur des familles	<i>Début : 9 septembre 2020</i> <i>Fin : 31 août 2021</i>	146 000 \$

³ Les effets du WPHF sont : Effet 1 : Environnement favorable à la mise en œuvre des engagements FPS ; Effet 2 : Prévention des conflits ; Effet 3 : Réponse humanitaire; Effet 4 : Résolution des conflits; Effet 5 : Protection; Effet 6 : Consolidation de la paix et récupération. Selon le modèle intégré (imbriqué) du cadre de résultats du WPHF, les effets du WPHF sont équivalentes au niveau d'impact pour les partenaires.

Appel à propositions	Nom de l'organisation principale	Type d'organisation	Couverture géographique de L'organisation	Effet du WPHF ³	Lieu du projet (État, province ou région)	Nom du partenaire de mise en œuvre(s), type d'organisation et couverture géographique.	Date de début et de fin du projet	Budget total approuvé (USD)
Appel à propositions pays 3	Saemaul Undong Burundi/Twese Hamwe Birashoboka ¹	Pour les droits des femmes	Sub-Nationale	Effet 6	8 provinces	N/A	<i>Début : 9 septembre 2020 Fin : 31 août 2021</i>	146,000\$
Appel à propositions pays 3	AICNDH (Association des imams du corridor nord pour les droits humains)	Autre	Sub-Nationale	Effet 6	5 provinces	N/A	<i>Début : 9 septembre 2020 Fin : 31 août 2021</i>	146,000\$

2. Bénéficiaires Consolidés

Nom de l'organisation principale	Bénéficiaires directs pour l'année 2021 [Nombre d'OSC, d'organisations communautaires et de groupes de femmes soutenus [3]	Bénéficiaires indirects [4]
	Filles (0-17 ans)	Femmes (18 ans +)	Garçons (0-17)	Hommes (18+)	Total Direct pour l'année		
<i>Association DUSHIREHAMWE</i>	0	15 009	0	3 818	18 827	714	158 441
<i>AFRABU</i>	8	2 584	0	288	2 880	131	17 280
<i>SOJPAE</i>	6 387	19 700	53	3	26 143	387	79 896
<i>FVS-Amie des enfants</i>	135	17 566	0	4 326	22 027	74	86 472
<i>Saemaul Undong Burundi</i>	45	750	0	37	832	9	5 690
<i>AICNDH</i>	60	540	65	585	1 250	0	8 750
Totale 2021	6,635	56,149	118	9,057	71,959	1,315	356,529
Cumulatives	82,573	380,008	46,021	207,857	716,423	1,315	2,885,181

3. Contexte/Nouveaux développements

Le contexte général a permis le lancement de la mise en œuvre des projets identifiés par les partenaires.

Au niveau politique, l'année 2021 a été marquée par la volonté du Gouvernement de renforcer le cadre coopération avec la communauté internationale et de restaurer les relations diplomatiques au niveau régional et international. Un dialogue politique entre le Gouvernement du Burundi et l'Union Européenne a été initié en février 2021 avec comme objectif à terme, la levée des sanctions budgétaires. Parallèlement, le Burundi a obtenu la levée des sanctions imposées par les États-Unis, le retrait de l'agenda du Conseil de Sécurité des Nations Unies, etc.

Au niveau sécuritaire, la situation sur l'ensemble du territoire national est restée calme malgré quelques incidents sécuritaires sporadiques observés autour du mois de mai 2021 et qui prenaient pour cible les véhicules de transport en commun et ceux de particuliers. Les cas d'exécution extra judiciaires et de disparition qui avaient marqués les 2 dernières années ont sensiblement diminués.

En ce qui concerne la participation des femmes à la prise de décision et au processus de paix : la mise en place des nouvelles institutions issues des élections de 2020 a continué en gardant les quotas hommes -femmes constitutionnels. En effet, la représentation des femmes élues aux postes de décision est restée maintenue à 30% au Gouvernement, 39% à l'Assemblée nationale, 41% au Sénat, 36% au niveau communal mais seulement 8% des femmes élues sont à la tête des collines parmi 20% des conseillers collinaires. Le mise en place de ces nouvelles institutions, de nouveaux cadres de l'administration, tant au niveau des provinces, des communes, des collines qu'au niveau central, a occasionné à la fois de nouvelles opportunités et des défis pour ONU Femmes et ses partenaires de mise en œuvre. En effet, La plupart des femmes élues/nommées à ces postes de responsabilité dispose de connaissances limitées en matière de genre, du rôle du mouvement féminin dans l'avancement de l'égalité des sexes, etc. En outre, le réseau des femmes médiatrices de paix et de dialogue, en collaboration avec les structures locales de paix et de sécurité ainsi que d'autres leaders communautaires, ont continué à contribuer de manière significative à la prévention et à la résolution non violente des conflits communautaires.

Sur le plan du Covid-19, La situation épidémiologique du Burundi a été marquée par la persistance de la transmission communautaire de la COVID-19 au regard des données rapportées en 2021. Face à la montée des cas de la pandémie de la Covid-19, le gouvernement du Burundi a relancé la campagne de dépistage systématique et renforcer la mise en application des mesures des mesures préventives contre la pandémie. Bien que l'ampleur de la Covid-19 n'a pas été grave, les difficultés causées par la pandémie de Covid-19 ont eu un impact significatif



3. Contexte/Nouveaux développements

sur la situation économique et sociale et ont un impact particulier sur les femmes et les filles dans l'économie informelle particulièrement à la suite de la fermeture des frontières et à la baisse des exportations des produits de base ainsi que la limitation des mouvements des personnes et des biens qui constituent un facteur aggravant pour la pauvreté.

Au niveau humanitaire, le Burundi a connu une augmentation des besoins humanitaires à la fois en sévérité et en nombre, en raison des effets combinés de la pandémie de COVID-19, des fréquentes flambées épidémiques, des catastrophes naturelles cycliques et récurrentes, ainsi que du retour important des réfugiés burundais en provenance des pays voisins qui exerce une pression sur les communautés hôtes. Au mois d'août 2021, près de 116 000 personnes étaient en situation de déplacement et faisaient face à divers risques de protection. Dans la seule commune de Mutimbuzi, 17 792 personnes représentant 3 210 ménages, dont 56% de femmes vivant dans trois sites ont été touchées par les inondations saisonnières causées par la montée des eaux du lac Tanganyika.

Sur le plan de la cohésion sociale, elle reste à entretenir car les traumatismes des violences passées ont profondément marqué le présent y compris l'an 2021. Les médiatrices en collaboration avec les autres femmes leaders communautaires et autres, ont beaucoup contribué à l'assainissement de la situation en accélérant le rythme de prévention des conflits par le dialogue et les initiatives de prévention de ces conflits. En plus, le travail de la Commission Vérité et Réconciliation, les communautés ont besoin de l'engagement de tout le monde à renforcer la cohésion sociale pour rompre définitivement avec les cycles de violences et les traumatismes qui ont marqué l'histoire du Burundi. En 2021, le travail de la CVR a suscité l'attention de tout le monde en dépit du clivage qu'elle enfoncée dans l'opinion publique avec les exhumations des milliers de corps, à la l'exploitation politico-médiatique en période électorale et finalement à plus de dichotomisation de l'approche sociétale du Burundi.

Sur le plan de la violence, les violences basées sur le genre et la traite des êtres humains demeurent des défis majeurs qui impactent principalement les femmes et les filles, de manière disproportionnée. Le seul centre de prise en charge intégrée de Gitega avait déjà enregistré 1036 victimes de VSBG à la fin de 2021. Pour améliorer la couverture des centres de prise en charge intégrée, un nouveau centre a été ouvert en 2021 dans la province de Rumonge passant ainsi de 5 centres, dont trois à Bujumbura.

Au niveau du rapatriement des réfugiés, 60 821 personnes dont 51% sont des femmes et filles sont rentrées entre janvier et octobre 2021, soit une augmentation de 126 pour cent par rapport à la même période en 2020, où 26 868 personnes ont été rapatriées selon le Rapport de situation d'OCHA au Burundi. Ces chiffres représentent 43% seulement du total des personnes attendues pour 2021 et cela laisse penser que le nombre des rapatriés va potentiellement augmenter en 2022. 86% des rapatriés sont localisés dans 6 provinces qui faisaient partie de la zone d'intervention du projet. Ce mouvement de rapatriement conjugué aux autres conséquences liées aux catastrophes naturelle est susceptible d'induire des tensions entre les rapatriés et les communautés d'accueil en raison principalement des fonciers liés à l'auto-appropriation des terres des rapatriés par les voisins et les autres membres de la famille élargie.

Ce contexte a influencé la mise en œuvre des projets par les 6 partenaires sélectionnées dans le cadre de ce 3^{ème} cycle de financement en constituant soit un obstacle soit un effet positif et une opportunité pour atteindre des résultats fixés dans le cadre de ces projets.

4a. Résultats Atteints (Narratif)



Impact du Programme/Pays

Dans l'ensemble, les fonds reçus du WPHF ont contribué à l'amélioration du statut socioéconomique et le niveau de participation des femmes faisant partie des groupes de solidarité ou des coopératives dans les mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits communautaires malgré un contexte difficile marqué par la pandémie de la COVID-19. De manière cumulative, un total de 462 545 femmes et filles et 253 878 hommes et jeunes hommes bénéficiaires directs, et 2 885 181 bénéficiaires indirects ont bénéficié des actions réalisées par 6 organisations dans la société civile dans 18 provinces du Burundi.

Impact sous l'Effet 2 du WPHF 2 : « Participation effective et prise de décisions accrues des femmes aux processus et interventions relatifs à la prévention des conflits »

De plus en plus de femmes et de filles disposant de capacités accrues en matière de prévention et de résolution des conflits, de lobbying, de plaidoyer et de réseautage mettent en œuvre des initiatives de prévention et de résolution des conflits au sein de leurs communautés principalement à travers le réseau l'association des femmes médiatrices, les dialogues communautaires et les comités mixtes de sécurité. Ainsi, plus de 10 664 conflits ont été traités par les femmes et les filles membres du réseau des femmes médiatrices, les femmes et filles membres des groupes de solidarités/coopératives et les femmes et filles membres des « clubs HeForShe » (mis en place par l'AICNDH). Egalement, grâce à 11 974 dialogues communautaires sur les thématiques relatives à la paix et la sécurité, les violences faites aux femmes et filles, organisés par les femmes et filles bénéficiaires dans toutes les zones couvertes par le projet, les interactions entre les femmes médiatrices y compris les autres femmes, les leaders communautaires et les administratifs ont augmenté permettant ainsi d'élargir les opportunités d'influencer les décisions au niveau local sur les thématiques relatives à la paix et la sécurité, le relèvement socioéconomique de la femme, les droits de la femme et la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, etc.

Impact sous l'Effet 6 du WPHF :

Les femmes et jeunes filles bénéficiaires directs mettent à profit les connaissances et compétences acquises par le biais de nombreux ateliers et sessions de formation/ sensibilisation dans le développement des IGRs et la gestion des groupes de solidarité. Ainsi, 5341 groupes de solidarité/coopératives ont été mis en place pour accroître les opportunités de génération de revenus en faveur des femmes et filles médiatrices y compris les femmes regroupées dans les autres groupes de solidarité mais aussi pour renforcer l'accès aux services financier de base. Grâce aux IGRs, la pratique accrue de l'épargne dans les groupes de solidarités et l'accès facilité aux crédits, 161 760 femmes médiatrices et jeunes filles y compris les autres femmes et filles au sein des groupes de solidarité ont augmenté et diversifié leurs sources de revenus. Elles sont désormais à mesure de rembourser les crédits contractés au sein de leurs groupements ou coopératives avec taux de remboursement sans cesse croissant qui a été mesuré autour de 36%. En outre, les femmes se servent des revenus ainsi augmentés pour participer aux charges du ménage avec en conséquence, une considération plus importante aussi bien au sein du ménage que dans la communauté. Enfin, la mobilisation des leaders communautaires et des leaders religieux en faveur de la promotion et de la pratique masculinité positive a contribué à la création d'un environnement favorable à l'autonomisation économisation et la participation des femmes et filles particulièrement les femmes musulmanes aux affaires de la communauté. Des leaders communautaires et religieux dont 75 Imans se sont impliqués en développant et en mettant en œuvre 71 initiatives axées sur l'élimination des disparités et des discriminations liées au genre.

DUSHIREHAMWE

- **Niveau d'impact :**



Grâce à l'intervention de DUSHIREHAMWE, 678 femmes dont 534 femmes médiatrices et 144 médiatrices cadettes disposant de capacités et de connaissances améliorées grâce à une série de formation et de sensibilisation sur les thématiques relatives à la gouvernance, la résolution des conflits, la communication non violente, le plaidoyer et le leadership continuent de contribuer activement à la mise en œuvre d'initiatives de prévention et de résolution des conflits au sein de leurs communautés. Deux mécanismes de prévention de conflit sensible au genre leur servent de canal d'action à savoir l'association des femmes actrices de paix et de dialogue (AFPD) qui, au moment du rapportage, est doté des organes dirigeant élus et d'outils de gouvernance (Assemblée Générale, Comité exécutif, le Comité de surveillance, plan stratégique, règlement d'ordre intérieur, etc.) ainsi que les dialogues communautaires qui offrent des espaces de discussions et de réponses sensible au genre sur les questions à la paix, sécurité et développement au niveau communautaire. Environ 10827 séances de dialogue ont été organisées dans tout le pays au titre de prévention des conflits, mais aussi de promotion de la participation des femmes à la vie de la communauté. A travers ces mécanismes de prévention et de gestion des conflits, de nombreuses femmes et filles impliquées dans des conflits communautaires ou au sein de leurs ménages ont été rétablis dans leurs droits à travers la résolution par les médiatrices de 3 891 conflits sur 6 376 conflits traités.

• **Effet 1 : Des sociétés plus pacifiques et plus égalitaires entre les sexes.**

A travers ce projet, 534 femmes et de jeunes filles jouissant de capacités et de connaissances améliorées ont contribué significativement à la création d'un environnement social plus apaisé et favorable à la participation accrue des femmes et filles dans les processus de décision au niveau communautaire et au relèvement socio-économique des femmes et filles dans 18 provinces du Burundi. De manière cumulée de 2020 à 2021, 633 765 bénéficiaires directs dont 90% des femmes et 10% des hommes et 2 618 193 hommes et femmes bénéficiaires indirects ont ainsi bénéficié des initiatives conduites par les femmes médiatrices dans le domaine de la prévention et de la résolution des conflits et l'autonomisation économique des femmes et filles à travers une mobilisation plus accrue des femmes et filles à initier des IGRs dans le cadre des groupes de solidarité et des coopératives. Ainsi :

- Au niveau de la participation politique des femmes et filles : l'engagement des femmes médiatrices des noyaux de base collinaires (NBC) à conquérir les assemblées collinaires élues a abouti à des résultats remarquables. En effet, sur 2799 femmes élues collinaires dans tout le pays, 1155 d'entre elles appartiennent aux NBC soit 41,3%.
- Au niveau du relèvement socioéconomique des femmes et filles : 714 groupes de solidarités ont servi de cadre de création et de diversification des sources de revenus des femmes et filles en mettant en œuvre des IGRs.
- En matière de prévention et de résolution des conflits : une large partie de la population a été touchée par les campagnes de sensibilisation sur la prévention des conflits et la consolidation de la paix réalisées grâce aux émissions développées par 36 radio- clubs mis en place et qui ont été diffusées plus de 80 fois dans plus de 11 radios dans les 18 provinces.
- Les engagements des 18 gouverneurs provinciaux et des 119 administrateurs communaux qui a été acquis après des séances d'information sur la nouvelle structure des femmes médiatrices, ouvrent l'espace aux femmes médiatrices à bénéficier à plus d'opportunités pour influencer les décisions prises sur les questions de paix et de sécurité ainsi que de développement. Ces engagements consistent principalement à continuer et à renforcer la collaboration avec les



médiatrices et à soutenir toutes leurs initiatives en faveur de la promotion de la participation des femmes à la vie de la communauté, spécialement la participation à la prévention et la résolution des conflits, à l'animation du dialogue communautaire et à la mobilisation des femmes pour leur propre développement et la protection de leurs droits.

- La nouvelle Association des Femmes Actrices de Paix et de Dialogue : AFAPD dispose désormais des outils de développement institutionnel et organisationnel grâce à l'appui technique offert aux femmes médiatrices dans le développement de ces outils.

FVS-AMADE

Niveau d'impact :

Grâce à l'intervention de la FVS-AMADE, 17 675 femmes et filles disposant de capacités et de connaissances améliorées en matière de prévention et de résolution de conflit, de leadership et d'entrepreneuriat grâce à des séances de formation et de sensibilisation, participent dans les mécanismes de prise de décision au niveau communautaire ainsi qu'au mécanismes locaux de prévention et de gestion de conflits à l'instar des comités mixtes de sécurité. Grâce à leur implication, environ 2876 sur 2907 cas de conflits communautaires reçus et traités par ces femmes ont été résolus pacifiquement tandis que 131 des cas reçus ont été référés aux instances habilitées comme les tribunaux, l'administration et les autres structures de résolution de conflit au niveau locale. Pour y arriver, des femmes médiatrices membres des différents groupements de solidarités qui bénéficient d'un renforcement de capacité sur des thématiques relatives à la prévention et la résolution des conflits, le leadership et l'entrepreneuriat, transmettent à leurs tours ces connaissances acquises aux autres femmes membres de leurs et aux femmes membres de la communauté. En outre, plus de femmes et de filles membres du réseau des femmes médiatrices dans les comités mixtes de paix et de sécurité grâce la signature de 23 chartes de collaboration entre les femmes médiatrices et les comités mixtes de sécurité au niveau de 7 communes et 16 collines à la suite d'un plaidoyer conduit conjointement par la FVS-AMADE et le réseau des femmes médiatrices. Enfin, grâce aux séances de restitution organisées par 566 femmes membres des groupements de solidarités ayant bénéficié d'un renforcement de capacités dans les domaines de prévention et de lutte contre le COVID 19 et sur les bonnes pratiques nutritionnelles, 20827 personnes ont participé dans les dialogues communautaires organisés dans les zones d'intervention du projet qui offrent un espace d'échanges et de plaidoyer sur les questions relatives à la paix et à la sécurité ainsi qu'au relèvement économique des femmes.

• Effet : Participation à la consolidation de la paix et investissement dans le relèvement

Avec les interventions du partenaire, 566 noyaux de base collinaire (539 femmes, 23 hommes et 4 jeunes filles acquièrent de nouvelles connaissances et de nouvelles capacités en matière de prévention et de gestion des conflits familiaux et communautaire qui leur ont permis de résoudre pacifiquement 2876 conflits et 131 référés aux instances habilitées sur un total de 2907 conflits traités. Également, 23 comités mixtes de sécurité ont conclu 23 cartes de collaboration dont 7 chartes communales et 16 collinaires avec les femmes médiatrices pour prévenir et résoudre ensemble les conflits. Corollairement, des plans d'action et des plans de rapportage ont été mis en place pour rendre compte de l'action de ces comités mixtes.

Impact du WPHF 6 : « Consolidation de la paix et investissements dans le relèvement »

AFRABU

- *Niveau d'impact*



Grace aux initiatives de relèvement économique des femmes, 400 femmes membres des organisations communautaires dont 77 femmes médiatrices ont intégré les mécanismes et structures de paix et de sécurité et participent ainsi à la prévention, la gestion des conflits ainsi qu'à la prise de décision au niveau locale grâce à aux connaissances acquises à travers la formation et la sensibilisation sur les thématiques d'autonomisation économique et de résolution des conflits ainsi qu'au travail de réseautage réalisé par les femmes médiatrices auprès de l'administration et au plaidoyer pour une meilleure inclusion des femmes dans les processus de décision politique. En outre, l'organisation de plus de 6 dialogues communautaires sur des thématiques relatives aux défis liés à la paix et la sécurité au sein des communautés a offert un cadre d'échanges et de concertation à travers lequel des leaders communautaires et des administratifs ont pris des engagements en vue d'améliorer la prise en compte du genre et l'intégration des femmes dans les réponses défis à l'origine de l'insécurité au sein de la communauté comme la pauvreté, les violences faites aux femmes, les barrières culturelles à l'autonomisation économique de la femme, etc. Enfin, 2584 femmes et 288 hommes avec des connaissances et des compétences améliorées à travers la formation en gestion des micro-projets ont amélioré remarquablement leurs conditions de vie grâce à l'appui financier offert à leurs initiatives de relèvement économique. C'est le cas notamment des appuis financiers offerts à 208 IGRs et 4 coopératives créées par les femmes qui au-delà de permettre aux femmes d'initier des IGRs, leur offrent un espace de participation à la résolution des conflits interfamiliaux travers les mécanismes locaux de gestion de conflit. Ainsi, 1381 conflits ont été traités par ces femmes à travers 4 mécanismes locaux mis en place.

Effet 6 : Capacité accrue des femmes à générer de nouveaux revenus :

Avec des capacités accrues grâce aux séances de formation en matière de gestion des micro-projets et de l'épargne, le plaidoyer et le lobbying, 2880 personnes dont 2592 femmes parmi lesquelles des femmes leaders, femmes médiatrices et autres femmes et 288 hommes disposent de nouvelles capacités et des connaissances et sont devenues capables de gérer l'épargne et les crédits mais aussi de faire la mobilisation des autres femmes pour adhérer aux IGRs HAGURUKA. Ainsi, le nombre d'IGRs HAGURUKA encadrées, ont augmenté jusqu'à atteindre 127 IGRs HAGURUKA. Par ailleurs, la mobilisation des femmes en faveur de l'adhésion ou la création de nouveaux groupes de solidarités et des coopératives a permis d'élargir le nombre de femmes adhérant au mouvement coopératif. 4 nouvelles Coopératives communautaires ont ainsi été initiées par les femmes et mettent en œuvre de nouvelles initiatives de relèvement économique. Grâce à ce projet, un nombre continuellement croissant de femmes augmentent leurs revenus réduisant par le niveau de dépendance économique des femmes à l'égard de leurs maris et participent à la prévention des conflits au niveau communautaire. Ainsi, plus de 6 dialogues communautaires ont été organisés par les femmes et filles membres des groupes de solidarités ensemble avec les administratifs locaux et des leaders sur des thématiques de paix, de sécurité, de violences faites aux femmes et aux filles. 114 femmes et 39 hommes parmi lesquels des leaders communautaires et des administratifs ont pris part à ces dialogues et ont formulé des engagements en matière de promotion de la participation dans les structures de prévention et de résolution des conflits. A travers ces mécanismes de participation à la résolution des conflits, les femmes membres des groupements de solidarités ont contribué à la résolution de plus de 1381 conflits dans les zones d'intervention.

SOJPAE

- Niveau d'impact :



Grâce à l'intervention, 93.33 % des femmes/filles ont leurs capacités renforcées et sont devenues des leaders de 280 groupes de solidarité assurant l'éducation financière, la résolution pacifique des conflits et mobilisant communautés par des dialogues pour vaincre le COVID-19 et les VSBG. En outre, les femmes et les filles membres de 788 groupes de solidarités contribuent aux initiatives de consolidation de la paix en organisant des dialogues communautaires sur la lutte contre la COVID 16, la lutte contre les VSBG et participent à la gestion des conflits familiaux.

Effet 6 : renforcer les capacités des leaders des groupes de solidarité en éducation financière, résolution pacifique des conflits et en mobilisation communautaire

Grâce aux actions de renforcement des capacités des femmes leaders des groupements de solidarités, plus de membres des groupes de solidarité sont capables de mobiliser les femmes autour des IGR pour renforcer leur leadership et parviennent à influencer sur les orientations stratégiques des structures de planification et de développement communautaires (Comité mixte de sécurité, Comité collinaire de développement communautaire, Comités de gestion de l'eau, etc....) afin d'intégrer les recommandations recueillies dans le cadre des dialogues communautaires organisés par ces femmes. Au niveau du renforcement des capacités des IGR **et** de la mobilisation des femmes pour leur autonomisation économique :

- 280 nouvelles médiatrices formées sur le leadership, la gestion des conflits, l'organisation des dialogues communautaires et la mise en place des IGR HAGURUKA ont développé au moins chacune une IGR totalisant ainsi 280 IGRs
- Au moins 300 livrets sur la mise en place des IGRs ont été produits comme matériel didactique et distribués dans les groupements de solidarités dans le but de promouvoir l'auto-apprentissage au sein des groupes de solidarité.
- 74 coopératives des femmes et des jeunes filles ont augmenté leurs revenus en développant des activités génératrices de revenus après avoir investi un budget d'environ 26 980 USD.
- 218 médiatrices formées sur la prévention et la résolution des conflits, l'organisation des dialogues et le leadership des femmes participent activement à la mobilisation des femmes par le biais des séances de sensibilisation des paires et des femmes leaders à se regrouper en IGRs pour l'autonomisation des femmes sur les collines ;

SAEMAUL UNDONG BURUNDI

Niveau d'impact :

Plus de femmes et de filles dans les provinces de Bubanza, Gitega, Cibitoke, Bujumbura et Rumonge et Karuzi jouissent d'un environnement plus favorable et de plus d'opportunités pour mettre en œuvre des initiatives permettant d'accroître leurs activités génératrices de revenus grâce à l'intervention. En effet, 832 personnes dont 795 femmes et 37 hommes membres des groupements de solidarité mis en réseaux dans le cadre de projet disposent d'un cadre d'échange de produits commerciaux qui leur permet de vendre plus rapidement leurs produits et de s'ouvrir à un marché plus vaste et des opportunités à la fois de recherche des produits et de débouchés. Cela offre plus de possibilité de faire évoluer les groupements de solidarités dans des coopératives et d'accroître ainsi les activités génératrices de revenus ainsi que leurs revenus. Ces échanges concernent les produits divers types de produits commerciaux qui augmentent le niveau et le flux du commerce interprovincial. Il s'agit notamment des produits spécifiquement produits dans des régions données comme l'huile dans la région de l'Imbo et les Avocats et le Haricot plus produit dans les régions centrales du burundi comme Gitega.



- **Effets de partenaire : Capacité accrue des femmes à générer de nouveaux revenus**

Grace à l'intervention :

- 750 femmes et 45 jeunes filles appuyées par le projet ont augmenté le niveau de leurs revenus à travers la mise en œuvre des activités économiques de ventes et d'épargnes et crédit renforcées par les financements de leurs coopératives.
- Le marché des produits commerciaux locaux s'est élargie grâce à l'introduction de nouvelles pratiques d'échange interprovincial des produits commerciaux entre les réseaux des groupements de solidarités mis en place.
- Au moins 721 personnes dont 91,2 % sont des femmes et des filles appartenant à 9 réseaux de groupements de solidarités ont bénéficié d'un appui financier de 22 613 USD pour mettre en œuvre des IGRs
- Environ 4160 bénéficiaires indirects de ce projet notamment les membres des ménages des bénéficiaires directs ont accru leurs revenus en devenant des fournisseurs de produits vendus aux membres des réseaux des groupements de solidarité.

Organisation F : AICNDH

Niveau d'impact :

De manière cumulative depuis septembre 2020 à août 2021, 57% des femmes et filles ciblées par le projet soient 565 femmes et filles membres de la communauté et regroupés dans des groupes de solidarités ou dans des coopératives affirment avoir augmenté le niveau de revenu de leurs ménages grâce à 250 initiatives de relèvement communautaires créées et mise en œuvre dans le cadre de ce projet. L'appartenance à des groupes de solidarités et à des coopératives créent des conditions favorables au renforcement de la cohésion entre les membres de la communauté à laquelle elles appartiennent, la valorisation du statut de la femme et l'acceptation de la femme comme actrice incontournable dans les initiatives de relèvement communautaire. Aussi, la participation active des femmes et filles bénéficiaires du projet dans les groupes de solidarités, dans les coopératives et dans les dialogues communautaires qui facilitent les interactions entre elles et les administratifs locaux, les acteurs communautaires, les leaders communautaires, les religieux augmentent chez ces dernières un sentiment de jouir de plus de considération par la communauté et ainsi leur permettent de participer dans la prévention et la résolution des conflits. Ainsi, 19% des conflits communautaires et familiaux qui ont été traités par les femmes membres des Clubs HeForShe et les femmes formés dans le cadre de ce projet ont été résolus pacifiquement en collaboration avec les femmes médiatrices. Enfin, dans le but de créer des conditions meilleures favorables à l'autonomisation des femmes et à la participation des femmes à la consolidation de la paix, des campagnes visant à lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles à travers la promotion de l'approche de la masculinité positive, l'égalité des sexes et les droits des femmes ont contribué à enclencher la transformation culturelle des stéréotypes de genre et des comportements non violents, contribuant ainsi à renforcer l'acceptation et la compréhension des rôles centraux des femmes dans la consolidation de la paix.

Effets de partenaire : les femmes et les filles participent activement dans les initiatives de relèvement socio-économique des femmes et dans la prévention et la résolution des conflits au niveau communautaire

Grâce à l'intervention, plus de femmes et de jeunes filles de la communauté en particulier les femmes et les filles issues de la communauté musulmane ont amélioré leur niveau de revenu et leurs capacités à contribuer dans la gestion des conflits au niveau local et à la consolidation de la paix. De manière



cumulée, 20 % des filles et des femmes de 18 à 35 ans bénéficiaires de l'intervention jouissant des capacités améliorées en matière d'entrepreneuriats et de mise en œuvre des IGRs parviennent à générer de nouveaux revenus avec l'appui du projet. Il est en de même pour les femmes âgées de 35 ans et plus qui ont bénéficié des interventions du projet dont 13% d'entre elles mettent en œuvre des IGRs dans le cadre des groupes de solidarité et parviennent à générer de nouveaux revenus au sein de leurs ménages et ainsi diversifier les sources de revenus.

Dans le domaine de la participation de la femme et de la fille dans les initiatives de prévention et de la résolution pacifique des conflits, 1438 femmes dont 768 femmes et 670 hommes ont contribué à l'organisation de 88 dialogues communautaires, la mise en place de 75 paillottes de paix regroupant 1350 personnes ainsi que l'organisation de plus 30 événements sportifs et spectacles comme les théâtres interactifs. Ces cadres et espaces de discussion et d'échanges ainsi créés, ont servi aux femmes et aux filles de cadre d'échanges et de débats et ainsi aborder des thématiques en lien avec la cohésion sociale et la consolidation de la paix, la prévention des conflits ainsi que la transformation des normes sociales favorable à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Également, plus de femmes et de filles appartenant aux Clubs HeForShe ont acquis la confiance et les compétences nécessaires pour participer à la résolution des conflits au sein de la communauté et particulièrement dans leur milieu de vie.

Enfin, les campagnes de sensibilisation en faveur de la masculinité positive ciblant les leaders communautaires et les leaders religieux particulièrement les Imans ont contribué à la création d'un environnement favorable à l'autonomisation économisation et la participation des femmes et filles particulièrement les femmes musulmanes aux affaires de la communauté. Cet environnement a permis aussi à plus de leaders communautaires et religieux à s'impliquer davantage dans les initiatives locales de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Ainsi, 71 initiatives axées sur l'élimination des disparités et des discriminations liées au genre ont été développées et mises en œuvre par des leaders communautaires et des responsables religieux dont 75 Imans avec l'appui du projet.

4b. Produits et activités réalisés

Organisation A : DUSHIREHAMWE

Effet 2 : « Participation significative des femmes à la prévention des conflits »

Produit 1.1 : Les mécanismes de prévention de résolution à tous les niveaux renforcés grâce à l'action coordonnée et conjointe des femmes et filles médiatrices et des jeunes en synergie avec les femmes leaders provinciales, y compris les femmes parlementaires ressortissantes de la circonscription et les femmes hauts cadre de l'administration

De manière compilée depuis 2020 à Aout 2021, Dushirehamwe a continué à renforcer les connaissances et les compétences aux femmes et aux filles y compris les femmes et les filles membres de l'Association des Femmes Actrices de Paix et de Dialogue qui est un mécanisme local de résolution des conflits et de dialogue au niveau institutionnel et au niveau de la coordination.

Les grands résultats obtenus ont été :

1. 534 femmes médiatrices au niveau provincial et communal dans tout le pays acquièrent de nouvelles compétences sur les thématiques de leadership transformatif, la gouvernance, et de



4b. Produits et activités réalisés

la gestion des conflits, le réseautage, les campagnes et plaidoyer, la communication non violente grâce à de sessions de formation et d'encadrement conduites par DUSHIREHAMWE

2. L'association des Femmes actrices de paix et de dialogues jouit des capacités institutionnelles renforcées par la mise en place des organes dirigeants provinciaux (18) et national (1) à l'instar l'Assemblée Générale, un comité exécutif et un conseil de surveillance ainsi que des outils de gouvernance tels que le plan stratégique sur 5 ans et le Règlement d'ordre Intérieur de l'Association
3. 516 médiatrices ont amélioré leurs connaissances sur l'organisation et la gestion de leur association qui ont été acquises dans le cadre d'un atelier d'échange de 2 jours avec 18 PFP sur les textes régissant l'association et la planification des étapes suivantes ainsi que la tenue de 18 ateliers provinciaux d'une journée dans le but d'intérioriser les textes et harmoniser le plan d'action et sa mise en œuvre
4. 534 médiatrices ont été renforcées et continuent de travailler en réseau avec les autres avec un accent nouveau : elles le font à travers la nouvelle association AFAPD dont elles se sont approprié les statuts pour en faire un instrument légal de travail. Les 18 gouverneurs et 119 administrateurs communaux reconnaissent cette nouvelle association et ont renouvelé l'engagement à travailler avec elle dans leurs initiatives de prévention et résolution des conflits, d'animation de dialogue communautaire, de mobilisation des femmes pour leur auto-développement et pour leurs droits.

Produit 1.2 : Les capacités des femmes médiatrices et des jeunes sont renforcées et leur permettent d'interagir avec les autres acteurs tant locaux que stratégiques

De manière cumulative, 288 nouvelles filles médiatrices ont été identifiées et 144 d'entre elles acquièrent des compétences et des connaissances leur permettant d'interagir avec les acteurs locaux ou stratégiques grâce à des séances de formation de ces jeunes filles médiatrices sur les thèmes de leadership, gouvernance, plaidoyer et communication non violente.

Produit 1.3 : « conduite des campagnes et la communication non violente » ont été réalisées :

Une large partie de la population a été touché par des campagnes de mobilisation communautaire pour la prévention de la COVID -19, la paix et la cohésion sociale par le bais des productions et des émissions radiophoniques et du théâtre interactif. Cette campagne a été couverte par la Radio Ijwi r'umukenyezi (RIU) en liaison avec l'Association Burundaises des Radiodiffuseurs(l'ABR). Ainsi :

1. 100 émissions sur la COVID ont été produites et diffusées à travers 11 radios dont 8 radios communautaires membres de l'Association des Radios diffuseurs sur des thématiques relatives à la prévention, le renforcement du respect des mesures barrières, etc. Environ 18 520 personnes (1145 hommes et 11 095 femmes, 2500 garçons et 3880 filles) ont été touché par des messages relais réalisés par les radios clubs faisant parti des groupements les groupements mis en place.
2. 11 sketches 4 spots radio sur des thèmes liés Covid-19 comme la mise en application effective et le renforcement du respect des mesures barrières contre la COVID-19 ont été produite et diffusées par la Radio Ijwi ry'Umukenyenzi avec un impact important sur la population auditrice qui progressivement a changé de comportement face au Covid-19.
3. 80 diffusions des émissions sur la prévention des conflits et la consolidation de la paix ont été réalisées grâce aux émissions développées par 36 radio- clubs mis en place dans les 18 provinces à raison de 2 communes par province. Ces radio- clubs comptant 591 membres (17 hommes, 442



4b. Produits et activités réalisés

femmes adultes, 77 Jeunes filles et 55 Jeunes garçons) ont fait interagir 14 765 bénéficiaires (425 hommes et 11 050 femmes, 1 375 garçons et 1 915 filles) dans la production de ces émissions. 33245 personnes (16622 femmes et 8311 hommes, 3989 garçons et 4321 filles) ont ainsi bénéficié des informations contenues dans ces diffusions qui ont été rediffusées 40 fois.

4. 11 sketches et des théâtres interactifs de mobilisation communautaire pour la paix ont été produits sous le lead de la Radio Ijwi ry'umukenyenzi (RIU) en liaison avec l'ABR

Organisation B : AFRABU

Effet 6 : « Consolidation de la paix et investissements dans le relèvement »

Produit 1.1: Les membres des groupements/AGR sont renforcés et capacités de bien gérer les AGR et contribuent à leur autonomisation

A travers l'organisation de 7 ateliers de formation sur la gestion et l'épargne, plaidoyer et lobbying et l'organisation de 8 séances de coaching, les femmes membres des groupements ont amélioré leurs connaissances et ont continué à mettre en pratique dans le but de mieux accroître leurs revenus. Ainsi, grâce à l'intervention :

- 2880 personnes ont été formés et disposent des capacités renforcées en matière de gestion et d'épargne, de plaidoyer et de lobbying. Ces personnes ont à leur tour procédé au partage de leurs connaissances acquises à 2772 personnes membres de la communauté.
- 96 IGRs (100%) de 96 Groupements ont été initiées et financées pour un montant d'1 million BIF.
- 900 personnes (810 femmes et 90 hommes) membres de 30 nouveaux Groupements ont bénéficié de 8 séances de coaching organisées dans 8 communes.
- 4 Coopératives communautaires sur les 5 attendues ont été initiées (80%).
- Au sein de ces nouveaux groupements, le taux de remboursement de l'appui octroyé s'élève à 31,6% par rapport à 60% attendu. Il est prévu que les remboursements continuent sur cette lancée étant donné qu'un certain nombre de groupement n'a reçu d'appui qu'au mois de mars 2021.
- Une série d'outils de suivi et d'élaboration des projets ont été élaborés et distribués lors des ateliers et un calendrier de restitution des connaissances aux Groupements a été élaboré.

Organisation C: SOJPAE

Effet 6 : « Consolidation de la paix et investissements dans le relèvement »

Produit 1.1: Renforcement des capacités des leaders des groupes de solidarité en éducation financière, résolution pacifique des conflits et la mobilisation communautaire.

Durant la période dot rapport est fait, les produits réalisés sont les suivants :

- 296 médiatrices formées sur le leadership, la gestion des conflits, l'organisation des dialogues communautaires et la mise en place des IGR HAGURUKA. Parmi ces dernières, 280 femmes et jeunes filles médiatrices ont développé chacune une activité génératrice de revenus.



4b. Produits et activités réalisés

- 788 groupes de solidarités ont été mis en place et les membres issus de ces groupes de solidarité participent à la consolidation de la paix à travers notamment l'organisation des dialogues communautaires sur des thématiques comme la lutte contre la COVID 16, la lutte contre les VSBG, la promotion de la pratique de la masculinité positive, et la gestion des conflits familiaux.
- 74 coopératives des femmes et des jeunes filles ont initié des activités génératrices de revenus et 56 coopératives parmi eux ont bénéficié du crédit auprès de l'IMF COOPEC avec un montant de garantie d'environ 26.980 USD.
- 178 sensibilisations à se constituer en coopératives/fédération pour avoir un accès au crédit ont été effectuées.

Produit 1.2 : Deux confédérations provinciales sont renforcées pour faciliter la participation de la femme actrice de paix à la prise de décision au niveau de leurs communautés respectives

Les produits suivants ont été réalisés :

- 178 séances de sensibilisation et mobilisation à l'endroit des jeunes filles médiatrices membres des noyaux base collinaire et des IGRs ont été effectuées dans le but de s'investir davantage dans le renforcement et le développement du mouvement coopératif ;
- Avec l'appui technique de la SOJPAE, 6 fédérations sont parvenues à disposer de documents officiels pour légaliser leurs statuts juridiques leur permettant d'opérer dans la légalité et d'accroître ainsi les possibilités ;
- 11 points focaux et 10 superviseurs (3 hommes et 18 femmes des IGRs Haguruka et des fédérations mises en place aident au renforcement des capacités des médiatrices et des membres des Noyaux de base collinaire pour accroître le leadership des femmes.

Produit 1.3: Des capacités des jeunes filles médiatrices (y compris les batwa, les albinos et les femmes handicapées, les mères célibataires, les filles domestiques et celles qui vivent avec le VIH), renforcées pour l'organisation des dialogues sur la lutte contre la violence envers les femmes et les filles pour la cohésion sociale et la prévention COVID-19

Les produits suivants ont été réalisés :

- 22 personnes dont 19 filles médiatrices et 3 hommes bénéficiaires d'une formation des formateurs sur la lutte contre la violence envers les femmes et les filles pour la cohésion sociale et la prévention COVID-19 ont contribué à accroître le niveau de connaissances de 280 femmes et filles sur l'organisation des dialogues communautaires les violences faites aux femmes les femmes et les filles pour la cohésion sociale et la prévention COVID-19 grâce aux séances de renforcement de connaissances organisées par 3 hommes et 19 filles médiatrices bénéficiaires d'une formation des formateurs.
- 93.3 % des femmes/filles membres de 280 groupes de solidarité ont améliorés leurs capacités et sont devenues des leaders de leurs groupes de solidarité, contribuent à la formation des autres membres des groupements sur l'éducation financière, la résolution pacifique des conflits et participent à la mobilisation des membres de la communauté à lutte contre les VSBG et la COVID-19 par le biais des dialogues communautaires.



4b. Produits et activités réalisés

- 18 clubs pairs éducateurs ont été créés sur la lutte contre les VSBG et la COVID à l'endroit de jeunes filles.

Produit 1.4 : un système de suivi-évaluation efficace permet d'atteindre les indicateurs et d'avoir la pérennité des actions dans la communauté.

- Un plan de suivi évaluation mettant en évidence les résultats attendus, les indicateurs à suivre les méthodes et les fréquences de collecte a été élaboré et mis en œuvre ce qui a permis de pouvoir capter les résultats réalisés
- 16 missions de suivi sur terrain ont été effectuées par l'équipe de la SOJPAE pour s'assurer de la poursuite des interventions selon les résultats fixés et attendus

Organisation D : FVS-AMADE

Effet 2 : Participation effective et prise de décisions accrues des femmes aux processus et interventions relatifs à la prévention des conflits

Produit 1: Les capacités de noyaux de base collinaires sont renforcées sur la prévention et la gestion des conflits familiaux et communautaires pour une meilleure implication au sein des dynamiques de prévention des conflits

Sous ce produit, le nombre des membres du réseau des femmes médiatrices, des élus collinaires et des autres femmes leaders ayant les capacités renforcées en matière la résolution pacifique des conflits et en alerte précoce ont augmenté et a eu pour effet d'accroître leur implication dans la prévention des conflits communautaires par le biais des dialogues communautaires et leur intégration dans les structures locales de paix et de sécurité. Ainsi, de manière compilée depuis septembre 2020 à Aout 2021, les produits réalisés sont les suivants :

- 539 femmes, 23 hommes et 4 jeunes filles issues des 566 noyaux de base collinaire ont amélioré des connaissances sur la prévention et la gestion des conflits familiaux et communautaire pour une meilleure implication au sein des dynamiques de prévention des conflits. Grâce à la restitution faites par ces femmes membres des noyaux de base renforcés, 17675 femmes participant à la prise de décision dans le cadre du processus et d'intervention liés à la prévention des conflits
- 23 chartes de collaboration entre les femmes médiatrices et les comités mixtes de sécurité dont 7 chartes communales et 16 collinaires ont été signées facilitant ainsi le renforcement des cadres de collaboration entre les structures ou comités locaux de sécurité et le réseau des femmes médiatrices dans la prévention et al gestion des conflits locaux.
- 2907 conflits communautaires ont été traités par les membres du réseau des femmes médiatrices dont 2876 résolus pacifiquement par elles et 131 ont été référés aux responsables compétant.
- 23 chartes signées entre les structures locales de paix et de sécurité et les femmes médiatrices et des plans d'actions intégrant les aspects de traitement et d'alerte précoce par des préventions ont été élaborés.



4b. Produits et activités réalisés

Produit 1.2 : Les femmes médiatrices et les autres femmes renforcent leur statut socioéconomique et s'engagent activement dans la consolidation de la paix, la cohésion sociale et la résolution pacifique des conflits au sein de leurs communautés.

Sous ce produit, l'intervention a permis principalement d'accroître le nombre de femmes membres de groupes de solidarité disposant de capacités améliorées dans le domaine de l'entrepreneuriat, l'organisation et le fonctionnement des coopératives ainsi qu'accroître le nombre de groupes de solidarité et de coopératives créés et encadrés pour initier des AGRs. Ainsi, les produits suivants ont été réalisés :

- 570 femmes formés ont acquis de nouvelles connaissances dans le domaine de l'entrepreneuriat et ont à leur tour restitué la formation des membres des groupes de solidarité dans lesquels ils sont issus en mettant à profit leur rencontre hebdomadaire.
- 714 groupes composés de 24 027 membres dont 19 201 femmes et 4 826 hommes ont été mis en place dans les différentes provinces d'intervention et bénéficient d'un encadrement pour bien réaliser l'épargne et crédit en vue de développer leurs AGR.
- Plus de 90% de groupes de solidarité évalués dans le cadre de ce projet soit 582 groupes de solidarités a mis en évidence que ceux-ci disposent des capacités et remplissent les critères les critères pour conduire des AGRs viable et rentable.
- 2594 membres des groupes de solidarités dont 1896 femmes et 699 hommes regroupés dans 74 groupements ont bénéficié d'un octroi de crédit totalisant un montant d'environ 77 150 USD grâce notamment au fonds de garantie rendu disponible par DUKUZE microfinance qui appartient à FVS.

Produit 1.3 : Les femmes aux capacités renforcées, s'engagent dans la prévention et la lutte contre la pandémie du COVID 19

Grâce l'intervention de FVS, plus de femmes et de filles jouissant de capacités renforcées participent d'avantage aux initiatives de prévention et de lutte de contre la COVID 19 grâce aux séances de sensibilisation mais également, elle a offert à plus de femmes l'opportunité d'acquérir de nouvelles informations sur les bonnes pratiques nutritionnelles. Ainsi, les produits suivants ont été réalisés :

- 19 201 femmes disposant plus de connaissances sur les mesures de prévention et de lutte contre le COVID 19 et les bonnes pratiques nutritionnelles grâce aux séances de sensibilisation conduites par 569 femmes médiatrices et autres leaders de la communauté formées participent dans les initiatives de prévention et de résolution de conflits au niveau local.
- 569 femmes médiatrices et autres leaders de la communauté ayant acquises des connaissances sur des mesures de prévention, de lutte contre le COVID 19 et sur les bonnes pratiques nutritionnelles ont pu sensibiliser 24 027 membres de la communauté dont 19 201 femmes et 4 826 hommes sur les mêmes thématiques.

Organisation E : Saemaul Undong Burundi

Effet 6 : Capacité accrue des femmes à générer de nouveaux revenus



4b. Produits et activités réalisés

Produit 1.1 : Le RFAPD dans les provinces d'intervention renforcé a des attitudes favorables et des capacités à intégrer les dynamiques de paix et sécurité par la participation à la prévention et à la résolution des conflits grâce au relèvement communautaire par les IGRs/coopératives

De manière compilée depuis septembre 2020 à Aout 2021, les principaux produits obtenus sont les suivants :

- 198 femmes et filles médiatrices disposant des capacités renforcées sur les stratégies de mobilisation des AGRs et participent à la prévention et à la résolution des conflits en utilisant une approche basée sur la sociothérapie dans les provinces d'intervention.
- 36 visites d'échange d'expérience organisées dans 6 provinces ont permis de faciliter les échanges entre 236 femmes responsables des AGRs encadrées par Saemaul Undong Burundi sur les dynamiques de paix et de sécurité, l'autonomisation économique des femmes et des filles ainsi que leur participation à la prévention et à la résolution des conflits.

Produit 1.2 : L'autonomisation économique des femmes et des filles est renforcée et leur permet de contribuer aux initiatives, à tous les niveaux, de renforcer le mouvement coopératif, de multiplier les emplois, de consolider la paix, la cohésion sociale et la résilience ; de développer l'aspect nutritionnel des ménages et renforcer le rôle de la femme dans la lutte contre le covid -19.

Durant la période de rapport, les principaux résultats réalisés ont été les suivants :

- 9 réseaux de groupes de solidarités regroupant 795 femmes et 37 hommes qui sont fonctionnelles ont initié un processus de croissance vers la constitution des coopératives, ont développé et renforcé une approche basée la promotion de la pratique des échanges commerciaux inter provinciaux des produits dans les provinces de Bubanza, Gitega, cibitoke, Bujumbura et Rumonge et Karusi.
- Une total de 101 personnes dont 80 femmes et 21 hommes ont acquis de nouvelles connaissances et compétences par le biais des séances de formation et d'information sur des thématiques variées comme la gestion organisationnelle, l'élaboration d'un plan d'affaire, la comptabilité, le développement des compétences professionnelles des femmes et jeunes filles sur l'épargne et crédit, l'éducation financière, l'entrepreneuriat, la lutte contre la pandémie du Covid19 et les bonnes pratiques nutritionnelles adaptées aux réalités locales. Grâce à des séances de restitution et de sensibilisation organisées par ces personnes formées, 425 autres personnes dont 416 femmes et 9 hommes ont pu être sensibilisées sur certaines de ces thématiques comme les bonnes pratiques nutritionnelles.
- Deux modules dont un sur les conduites à tenir pour la lutte contre le Covid-19 produits et un autre sur les bonnes pratiques nutritionnelles ont été produits et distribués au cours des séances de sensibilisation à l'endroit des femmes et filles

Produit 3 : Le statut et le positionnement des femmes et des filles est renforcé grâce aux IGRs/coopératives et leur permettent d'influencer les approches communautaires et nationales pour intégrer les priorités des femmes dans le domaine d'autonomisation des femmes incluant la

4b. Produits et activités réalisés

communication et les stratégies de plaidoyer aux différents partenaires ainsi que la visibilité du bailleur.

Sous ce produit, les principales activités mises en œuvre étaient centrées sur la communication sur les initiatives réalisées par les femmes et les filles grâce aux IGRs/coopératives en vue de mettre en évidence la contribution de la femme dans le développement et ainsi valoriser son statut social. Ainsi, les produits suivants ont été réalisés :

- 4 bulletins sur les initiatives génératrices de revenus réalisées ainsi que les dialogues communautaires organisés par les femmes et les filles ont été produits. (Visite : www.saemaulundongbdi.org)
- 1 foire sur les produits commerciaux produits par les femmes et les filles membres des groupements et des réseaux de groupements de femmes médiatrices été aussi organisée dans la province de Cibitoke. Approximativement, 200 personnes ont pris part à cette foire dont les acteurs provenaient des provinces de Rumonge, Gitega, Bujumbura Rural, Bubanza, et Karusi ;

Produit 1.4 : Un cadre de coordination et de gestion opérationnel

De manière cumulative, les activités mise en œuvre ont permis de renforcer les capacités opérationnelles de Saemaul Undong à travers le renforcement des capacités dans la gestion de projet de son personnel et des parties prenantes à l'instar des femmes médiatrices et des membres des Comités de développement familial et communautaire. Ainsi :

- 4 staffs dédiés au projets (Coordination, comptabilité, communication, section genre) ont été recrutés et 6 membres du staff ont bénéficié d'une contribution à leur salaire avec un personnel.
- 2 ateliers de renforcements des capacités dont un pour les femmes médiatrices y compris les CDFC et un autre pour les acteurs de mise en œuvre du projet sur la gestion financière en vue de la bonne gestion du projet et d'influencer les approches communautaires et nationales pour intégrer les priorités des femmes dans le domaine d'autonomisation
- 45 personnes dont 32 femmes et 13 hommes parmi lesquels 10 staffs affecté au projet, 11 volontaires ont bénéficié d'un renforcement des capacités sur la gestion axée sur les résultats et sur le plaidoyer pour un meilleur accès des femmes au crédit notamment à la banque d'investissement des femmes.
- 6 visites de terrain effectuées dans les provinces du projet ont permis de contacter les partenaires de terrain notamment l'administration provinciale et communale et les membres de l'AFAPD.

Organisation F : AICNDH

Effet 6 :

Produit 1.1 : Les femmes et les filles y compris les femmes et les filles musulmanes accroissement leurs revenus résultant de leur participation croissante aux activités de relèvement économique dans un contexte de résilience communautaire

Sous ce produit, les principales activités réalisées étaient centrées sur l'amélioration des connaissances des femmes en particulier les femmes musulmanes issues des groupements et associations



4b. Produits et activités réalisés

communautaires à travers la formation sur la résilience communautaire et l'entrepreneuriat, le soutien technique et financier aux initiatives de relèvement communautaire (AGR, MUSO) développées dans le cadre du projet ainsi que la production des outils de sensibilisation (audio visuels, documentaires, ...) sur les droits socio-économiques et politiques des femmes ciblant en particulier les femmes musulmanes.

Grâce à l'intervention et de manière cumulée :

- 90 femmes et filles dont 23 femmes musulmanes membres des club HeForShe ont amélioré leurs connaissances dans le domaine de l'entrepreneuriat féminin grâce à 3 ateliers de renforcement de capacités sur l'entrepreneuriat féminin adapté à la femme du milieu rural.
- 9 groupements, deux coopératives et une association des femmes et des filles musulmanes regroupant ensemble 565 femmes et filles ont bénéficié d'un appui technique et financier pour développer et mettre en œuvre des initiatives de relèvement économique.
- 250 initiatives de relèvement communautaire dans les domaines agricoles et commerciales ont bénéficié d'un appui financier permettant ainsi la multiplication des sources de revenus en faveur des femmes et filles bénéficiaires. Le niveau d'augmentation a été estimé à 5% pour la majorité des femmes bénéficiaires
- Des missions d'accompagnement technique et de coaching ont été organisées pour assurer un suivi régulier des membres des groupements bénéficiaires.

Ainsi, un total de 565 femmes et filles membres de la communauté ont pu bénéficier des opportunités d'accroître le niveau de revenu de leurs ménages grâce à 250 initiatives de relèvement communautaires créées et appuyées par le projet.

Produit 2.: Les membres des Clubs HeForShe aux capacités renforcées interagissent avec les femmes et les filles en vue de leur participation significative à la consolidation de la paix à travers la prévention et la résolution des conflits.

Sous ce produit, 75 femmes et filles membres des Clubs HeForShe ont amélioré leurs connaissances sur la résolution pacifique des conflits et la communication non violente à travers 3 ateliers de formation organisés par le projet. Les femmes et les jeunes filles ainsi formées disposent de connaissances accrues qui leur permettent d'interagir avec les membres du réseau des femmes médiatrices dans la résolution des conflits. A travers cette interaction et de manière cumulative :

- 19% des conflits leur soumis ont été résolus au niveau communautaire grâce à l'implication des membres des Clubs HeForShe et des femmes médiatrices ;
- 1438 personnes dont 768 femmes et filles 670 ont pu utiliser les espaces de dialogues et d'échanges des membres de la communauté qui ont été créés par les membres des clubs HeForShe ensemble avec les femmes membres du réseau des femmes médiatrices à travers :
- 78 dialogues intercommunautaires et la mise en place de 75 paillotes de paix ont offert des espaces de dialogues et d'échanges entre les administratifs, les leaders communautaires et les membres de la communauté sur les thématiques relatives la paix, la cohésion sociale, la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles
- La mise en place et l'organisation de 30 groupes de jeux sportifs, de spectacles et des théâtres interactifs impliquant des femmes et des filles qui ont organisé une série d'activités de sensibilisation et de mobilisation de la communauté sur les thématiques relatifs la paix, la cohésion sociale, la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.



4b. Produits et activités réalisés

Aussi, à travers l'organisation des Fora sur les droits des femmes et en particulier les droits des femmes musulmanes, les leaders culturels et religieux mènent de plus en plus d'actions de promotion des droits de la femme au niveau communautaire à travers la prédication. Tels ont été les résultats des témoignages de 13 fidèles chrétiens et 16 musulmans bénéficiaires dans 5 provinces cibles recueilli à l'issue de l'organisation de 3 Fora d'échanges et de dialogues sur les droits des femmes au niveau communautaire qui ont été organisés dans 3 provinces.

Produit 3. Les groupes des leaders culturels et religieux promeuvent des modèles de masculinité positive capables d'influencer la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles dans un contexte de COVID-19 et de renforcer la cohésion sociale sont promus

Un total de 75 leaders culturels et religieux parmi lesquels 35 Imams se sont de plus en plus dans la mise en œuvre des initiatives favorables à la promotion de la masculinité positive comme approche de prévention de violences faites aux femmes et aux filles. Grâce à plus de 12 séances de sensibilisation sur la masculinité positive organisées, les leaders culturels et religieux ciblés par le projet ont développé et mis en œuvre des initiatives en lien avec la masculinité positive. Les principales initiatives sont centrées sur l'organisation par les leaders ainsi sensibilisés des séances de partage de connaissances et d'expériences et de prédication (pour les Imams) au sein de la communauté pour promouvoir dans leur entourage, le leadership et l'autonomisation des femmes, le partage des tâches dans le ménage et la résolution des conflits communautaires. Ainsi :

- 75 leaders culturels et religieux dans trois provinces ont bénéficié d'un accompagnement technique dans l'élaboration des initiatives relatives à la promotion de la pratique de la masculinité positive
- 75 dialogues et séances de partage de connaissances et d'expériences sur la masculinité positive ont été organisés par les 75 leaders culturels et religieux sensibilisés en abordant des thématiques comme le respect et la jouissance par les femmes et les filles y compris les femmes et filles musulmanes des droits de la femme comme le droit à l'éducation, à l'héritage, au travail et les aspects de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.

5. Résultats inattendus

Pour la durée du projet et grâce à la complémentarité avec le projet de renforcement des mécanismes locaux de prévention et de résolution de conflits financé par Peace Building Fund, l'un des résultats majeur inattendu a été la promulgation de la Loi portant Complément des dispositions du Code de Procédure Civile, relatif à l'institution du Conseil des Notables de la colline. En effet, le mécanisme des leaders communautaires /parajuristes et des femmes médiatrices a beaucoup inspiré le Gouvernement à réorganiser l'institution du Conseil des Notables de la colline. A l'image des leaders communautaires /parajuristes, « le Conseil des notables de la colline » sera une institution qui aura pour vocation plus de réconciliation que l'application stricte d'une règle de droit, qui méritera la confiance des citoyens et qui contribuera à faire face aux défis en matière d'accès à la justice ainsi qu'à la consolidation de la paix sociale.

Pour mettre à profit cette opportunité et de garder les acquis en termes de participation des femmes à la gestion et la prévention des conflits, des initiatives de plaidoyer auprès du ministère de l'Intérieur en faveur de l'inclusion des membres d'AFADP dans cette structure sont planifiées et seront mise en œuvre notamment dans le cadre d'un contrat de partenariat avec le Bureau de l'Ombudsman.



6. Une histoire spécifique (1/2 page maximum)



Jeannette Nsabumuremyi lors d'une réunion avec les femmes de son groupement. Photo @UN Women Bdi

« Pouvoir offrir un cadre d'expression, de dialogue et d'apprentissage aux jeunes filles de ma communauté est pour moi un rêve qui se réalise »

Jeannette Nsabumuremyi, 40 ans, mariée et mère de 4 enfants, habite la commune et province Ngozi où elle exerce comme enseignante au Lycée communal, depuis 2010. Dès son jeune âge, elle a toujours eu un rêve ; celle de contribuer à l'éducation des jeunes filles de sa communauté sur leurs droits et devoirs,

pour les aider à mieux construire leur avenir.

“Depuis ma tendre enfance, j'ai toujours remarqué que les filles de ma communauté étaient confrontées à une série de problèmes essentiellement dus à l'abandon scolaire, avec tous ses corollaires dont les grossesses non désirées, les mariages précoces, la pauvreté, etc. Je me suis toujours dit que cela était dû à l'inexistence d'un espace de dialogue dans le cadre duquel les jeunes filles peuvent s'exprimer librement, et apprendre de tous les changements qui s'opèrent dans leur vie au cours de l'adolescence et d'autres étapes de leur vie.

Mon rêve a toujours été de pouvoir aider cette tranche de la population à forger son identité et prendre son destin en main dès le jeune âge. Moi-même qui suis née de parents instruits, je sais à quel point le dialogue parents-enfants sur certains sujets, comme la sexualité, ou la santé de la reproduction est presque inexistant dans notre société. C'est pour cette raison, qu'avec d'autres femmes médiatrices, j'ai pensé à regrouper les jeunes filles de notre communauté pour pouvoir aborder avec elles tous ces sujets, parfois considérés comme tabous. Nous avons déjà mobilisé plus de 32 jeunes, y compris des jeunes garçons et discutons régulièrement de leur vie d'adolescents avec tous les défis y relatifs, l'adoption de comportements responsables, l'autonomisation économique, etc. Je peux vous affirmer que le changement est déjà palpable et bientôt, nous envisageons intégrer ces jeunes dans les activités d'épargne et de crédit, à travers les groupements.

En ma qualité de point focal provincial de l'Association des Femmes Actrices de Paix et de Dialogue (AFAPD), j'ai le contact plus facile avec les autorités administratives et judiciaires que le citoyen lambda ; e peux porter plus loin la voix des sans voix. Je donne ici un petit exemple : il y a quelques mois, une jeune fille de mon village a été chassée du domaine familial par son père parce qu'elle est tombée enceinte. Toutes les tentatives entreprises par les voisins, voire le chef de colline, en faveur du retour de la fille dans sa famille avaient échoué ; le père de la fille brandissait sa position influente au parti au pouvoir pour refuser toute proposition en faveur du retour de son enfant. J'ai décidé de remonter l'affaire jusque chez le procureur qui a convoqué le père. L'affaire a été réglée. Je suis si heureuse de

6. Une histoire spécifique (1/2 page maximum)

contribuer à la prévention et la résolution des conflits, au dialogue et au relèvement économique des femmes dans ma région natale.”

7. Produits de connaissance et communications/visibilité

Le partenaire Saemaul Undong du Burundi

- Quatre bulletins ont été produits. Chaque bulletin contient les informations sur les activités réalisées par les femmes et filles membres des groupements au cours de la période de rapport.

Le partenaire SOJPAE

- Une étude de base sur les Coopératives/Fédérations a été élaborée, validée et une situation de référence est connue.

Le partenaire AFRABU

- Un documentaire et un bulletin sur les histoires de succès ont été produits par le partenaire AFRABU.

Le Partenaire AICNDH

- AICNDH a réalisé une étude de l'état des lieux des droits de la femme et de la fille musulmane en vue de d'établir une situation de base sur la situation des femmes musulmanes dans les 5 provinces du Burundi (BUJUMBURA, NGOZI, MUYINGA, MAKAMBA et NGOZI)
- Deux modules de formation ont été élaborées sur l'entrepreneuriat féminin adapté au milieu local et sur la résolution pacifique des conflits

8. Renforcement des capacités des organisations locales de la société civile par le bureau de pays/ l'entité de gestion de ONU Femmes

Deux ateliers de renforcement des capacités des partenaires de mise en œuvre ont été organisés en 2020 et en 2021. En 2021, 21 membres des associations partenaires de mise en œuvre du projet WPHF ont amélioré leurs capacités sur le l'élaboration des rapports basés sur les résultats dans le cadre d'un atelier organisé du 6-10 avril 2021 à Muyinga. Ont pris part à cet atelier, du projet et le responsable des finances du projet pour les OSCs partenaires (DUSHIREHAMWE, AFRABU, FVS, SUB, SOJPAE et AICNDH, Centre HUMURA, FNF, Radio Ijwi R'Umukenyenzi et Kazoza), les fonctionnaires responsables des projets et le personnel d'ONUFEMMES. A travers des réunions de coordination organisées par ONU Femmes, les organisations partenaires de mise en œuvre ont pu échanger sur les défis et les meilleures pratiques de coordination sur terrain pour éviter des duplications.

9. Risques et mesures atténuation

Risque Contexte, Programmatique, institutionnel	Niveau de risque 4=Très élevé 3=Haut 2=Moyen 1=Faible	Probabilité 5=Très élevé 4=Probable 3=Possible 2=Peu probable 1=Rare	Impact 5=Extrême 4=Majeur 3=Modéré 2=Mineur 1=Insignifiant	Mitigation Mesures d'atténuation prises au cours de la période visée par le rapport (veuillez inclure de nouveaux risques, le cas échéant)
Propagation continue de la COVID-19	4	4	2	<ul style="list-style-type: none"> • Respect strict de l'application des mesures barrières préconisées par les autorités sanitaires • Utilisation des masques, des gels et des kits de lavage des mains par les partenaires durant les activités (utilisation des fonds de chaque activité pour leur achat)



La mise en œuvre du projet a coïncidé avec la mise en place progressive des nouvelles autorités issues des élections de 2020 et des changements institutionnels conséquents	2	2	2	Organisation des séances d'entretien, d'information et de plaidoyer auprès des autorités nouvellement nommées pour les mettre à jour sur les approches et les objectifs du fonds WPHF et des partenaires de mise en œuvre
Programmatique L'absence des mécanismes de suivi effectif dans les organisations partenaires limitent les possibilités de mieux suivre les résultats et l'impact du projet	1	1	1	Visite des partenaires pour information sur la mise en œuvre des projets conformément aux engagements pris (les délais, les procédures, etc.)
<i>Institutionnel</i>	1	1	1	<i>S'informer sur les organes de gestion des OSCs partenaires et les responsables de gestion des projets en vue de s'assurer de la conformité aux normes d'ONUFEMMES et de WPHF</i>

10. Délais et adaptations/révisions

En 2021, Un certain nombre de mesures ont été prises pour faire face à l'épidémie sans précédent de COVID-19 et pour poursuivre la mise en œuvre des projets par les partenaires dans les circonstances du moment. En effet, la mise en œuvre du projet a coïncidé avec l'augmentation des cas confirmés de COVID-19 et le renforcement des mesures barrières préventives contre la COVID-19 marqué par la campagne du Gouvernement de lutte contre la propagation de la COVID-19. Cela a posé un défi budgétaire aux partenaires en raison des achats effectués non planifiés. Cela a nécessité une adaptation budgétaire de la part des partenaires de mise en œuvre pour faire face à ces dépenses non prévues. Ainsi des mesures d'adaptation pour respecter les mesures barrières ont été prises pour permettre de continuer à tenir/organiser des ateliers regroupant un nombre assez important de bénéficiaires. Il s'agit entre autres de l'achat des stocks de boîtes de masques et des bouteilles de désinfectant.

11. Leçons apprises

Identifier le défi/décrire <i>Les défis peuvent être programmatiques ou opérationnels affectant la mise en œuvre du projet, ou d'un organisme ou d'une communauté.</i>	Quels sont les facteurs/raisons qui contribuent à ce défi ?	Comment le défi a-t-il été relevé ? Qu'est-ce qui a été fait différemment, ou que fera-t-on pour relever le défi ?	Leçon apprise <i>À la suite du défi, qu'avez-vous (et les partenaires) appris de la situation, ou à améliorer le projet ou pour des interventions futures ?</i>
Les délais d'obtention de l'approbation des autorités dans certaines provinces ont été évoqués comme un défi à la mise en œuvre des projets.	La plupart des autorités administratives étaient nouvellement nommées à ces postes à l'issue des élections de 2020 et n'avaient aucune ou peu d'information sur les	Avec l'appui d'ONU femmes, un plaidoyer a été mené au niveau stratégique (ministériel) pour faciliter l'octroi de ces autorisations	Prévoir à chaque renouvellement de hautes autorités des séances de présentation des projets et des visites de courtoisie

11. Leçons apprises			
	modalités de collaboration dans la mise en œuvre des projets		
Les partenaires de mis en œuvre ont eu du mal à faire face aux et respecter les exigences en matière de rapports et de respect des normes d'ONU et du WPHF	La plupart des partenaires ne dispose d'unité expérimenté dans le suivi évaluation et d'un staff dédié au projet. Aussi, les nouveaux partenaires tout comme les anciens n'ont pas bénéficié de séances d'information-formation sur les procédures et exigences standards comptables d'ONU femmes	Deux séances de renforcement de capacités ont été organisées en faveur des partenaires principalement sur le rapportage basé sur les résultats, les procédures et exigences standards comptables d'ONU femmes.	Anticiper sur les besoins de renforcement des capacités des partenaires dans les domaines de la gestion des projets permet d'améliorer la qualité des rapports et la réalisation des résultats fixés par le projet.
Faible niveau de coordination entre les partenaires de mise en œuvre particulièrement au niveau des zones d'intervention commune	<ul style="list-style-type: none"> Aucun cadre de coordination n'a été prévue notamment au niveau des provinces d'intervention Peu de réunion d'échanges/concertation/coordination entre les partenaires et ONU femmes ont été organisées 	Organisation fréquente des rencontres des responsables des organisations ensemble ou individuellement pour échanger sur les opportunités et les approches de coordination existantes.	Mettre en place des cadres de coordination des partenaires dès le démarrage du projet aussi bien au niveau centrale/management qu'au niveau des zones d'intervention.
Faible niveau de compréhension de reconnaissance et des œuvres des femmes médiatrices surtout par les structures administratives.	Avoir une structure autonome et juridiquement reconnu favorise la mise en œuvre des activités et la pérennisation.	Institutionnalisation des femmes médiatrices.	Le processus de mobilisation de ressources pour appuyer la nouvelle association des Femmes Médiatrices doit avancer concomitamment

12. Innovations et meilleures pratiques
<p>Meilleures pratiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> La promotion des concepts respect mutuel et dialogue au sein des ménages a prouvé son efficacité dans la prévention des conflits familiaux et conjugaux. L'introduction de l'approche de la masculinité positive pour réduire l'impact des changements dans les rôles et les revenus des femmes s'est avérée comme garde-fou dans la limitation de l'ampleur des conflits familiaux et conjugaux Une bonne collaboration/implication des autorités administratives dans toutes les activités mise en œuvre permettent non seulement une appropriation effective des objectifs du projet par l'administration mais aussi une reconnaissance auprès des membres de la communauté de la légalité de l'intervention et du soutien de l'administration. L'institutionnalisation du réseau des femmes médiatrices de paix et de dialogue est une garantie d'une légitimité de leurs actions auprès de la communauté et de l'administration. <p>Innovations :</p> <ul style="list-style-type: none"> En 2021, Saemaul Undong a initié une nouvelle approche consistant à encourager les échanges interprovinciaux des produits entre les groupes de solidarités et les coopératives mis en place. Ces



12. Innovations et meilleures pratiques

échanges portent toute sortes de produits agricoles et facilitent l'écoulement et la vente des prix selon les spécificités des provinces d'origine de ces produits. Cette approche a prouvé son importance dans la croissance des groupements, leur ouverture au commerce au-delà des zones d'action de ces groupements et offrent une large opportunité d'introduire des échanges commerciaux en utilisant les nouvelles technologies de l'information et de communication.

- En 2021, La conception et l'introduction par FVS-AMADE d'un modèle de charte de collaboration signé entre les membres des comités mixtes de sécurité et le réseau des femmes actrices de paix et de dialogues reconvertis en association des Femmes actrices de paix et de dialogue, constitue une nouvelle approche permettant une reconnaissance et une place grandissante de l'action des femmes médiatrices dans le renforcement de la paix, la cohésion sociale, la prévention et la gestion des conflits au niveau local. Cette approche ouvre un large spectre d'influence aux femmes et aux filles médiatrices dans la prise en compte des besoins spécifiques de sécurité des femmes mais également de participation à la prise de décision au regard des membres de ces comités mixtes de paix et de sécurité. Enfin, cette approche offre une solution aux défis d'intégration des femmes et filles médiatrices dans les structures et mécanismes électifs locaux de gestion de conflits et de consolidation de la paix ou qui résultent des nominations qui échappent au contrôle de la plupart des parties prenantes au niveau local.

13. Audits and gestion financière

Si un partenaire a été audité pendant la période du rapport, mentionnez le processus et les résultats de cet audit. Si il y un rapport, prière de le joindre en pièces-jointes/annexe (pour utilisation interne uniquement).

N/A

14. Prochaines étapes et actions prioritaires

1. Poursuivre la consolidation des acquis en matière de participation des femmes dans les structures et les mécanismes locaux de gestion des conflits et autre cadre de concertation en renforçant le mouvement des femmes au niveau local à travers les réseaux locaux des femmes et les groupements des femmes.
2. Continuer l'accompagnement des groupes de solidarité des femmes mis en place dans leur développement vers des coopératives dans les filières porteuses comme la transformation des produits agricoles
3. Construire sur les acquis en termes d'engagements des IMFs et des Banques pour renforcer le développement des produits et services financiers adaptés aux besoins des femmes en particulier en milieu rural
4. Renforcer la vulgarisation de la pratique de la masculinité positive comme approche favorisant la création d'un environnement social favorable à l'autonomisation économique des femmes et la lutte contre les pratiques et normes sociales qui perpétuent les inégalités entre les sexes et les violences faites aux femmes et aux filles.
5. Conclure des partenariats avec les nouvelles organisations de la société civile sélectionnées dans le cadre du nouvel appel à projet (2021-2023)

ANNEXE A: Cadre de résultats

Résultats attendus	Indicateurs	Moyens de vérification/Sources d'information	de Progrès d'indicateurs	Raison de la variance contre la cible prévue
Organisation A : DUSHIREHAMWE				
Impact : Participation effective et prise de décisions accrues des femmes aux processus et interventions relatifs à la prévention des conflits	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre/Pourcentage de femmes participant à la prise de décisions dans le cadre de processus et d'interventions liés à la prévention des conflits ; 2. Nombre et types de mécanismes de prévention des conflits sensibles au genre 	Rapports des partenaires	<ol style="list-style-type: none"> (a) 665,134 bénéficiaires directes dont 63% femmes et filles répartis dans 18 provinces ; (b) Deux mécanismes de prévention des conflits sensibles au genre à savoir l'Association des femmes Actrices de paix et de dialogue et les dialogues communautaires organisées par les femmes et les filles membres des femmes médiatrices 	N/A
Effet/Résultat : Des sociétés plus pacifiques et plus égalitaires entre les sexes	<ol style="list-style-type: none"> 1. Participation significative des femmes à la prévention des conflits 2. Nombre de bénéficiaires directs (totale) du projet (désagrégé par sexe, groupe d'âge ou autres variables) 3. Nombre de bénéficiaires indirects (totale) du projet 	Revue documentaire et entrevue Revue documentaires/Registre de participants	<ol style="list-style-type: none"> (a) 534 femmes renforcées davantage (b) 614 938 dont 90% de femmes et 10 % d'hommes (c) 2 459 752 hommes et femmes 	N/A
Produit 1. Les mécanismes de prévention de résolution à tous les niveaux renforcés grâce à l'action coordonnée et conjointe des femmes et filles médiatrices et des jeunes en synergie avec les femmes leaders provinciales, y compris les femmes parlementaires ressortissantes de la circonscription et les femmes hauts cadre de l'administration.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de médiatrices et autres femmes leaders renforcées et travaillant en réseau avec les autres femmes leaders <p>Situation de base : 500 But : 700 Les structures de l'AFAPD : Situation de Base : 0 But : 19</p>	Rapports d'activités Les textes régissant le réseau AFAPD	<ol style="list-style-type: none"> (a) 534 médiatrices ont acquis une bonne appropriation des statuts de leur nouvelle association AFAPD (b) Le Réseau des femmes a déjà informé 18 gouverneurs provinciaux et 119 administrateurs communaux et ceux-ci collaborent avec le Réseau de son plan d'action et il a l'aval de travailler avec les services administratifs impliqués dans le programme femmes, paix et sécurité (c) AFAPD (nouveau réseau autonome) a démarré le travail en synergie avec 11 nouveaux partenaires OSCs dans le cadre du projet ONUFEMMES/ WPFH pour 2020- 2021 	N/A
Produit 2. Les capacités des femmes médiatrices et des jeunes dans les domaines (leadership transformatif, résolution des conflits, médiatrices, réseautage,	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de filles renforcées devenues des médiatrices cadettes et interagissant avec les autres structures <p>Base : 144</p>	Rapports d'activités	<ol style="list-style-type: none"> (a) 144 nouvelles filles médiatrices formées et encadrées. (b) 678 médiatrices cadettes en place et formées 	N/A

plaidoyer, conduite des campagnes, communication non violente) sont renforcées et leur permettent d'interagir avec les autres acteurs tant locaux que stratégiques	Cible : 534 médiatrices cadettes (144 nouvelles en 2020- 2021)			
Produit 3. Des réseaux forts constitués par les femmes médiatrices et filles ambassadrices de la paix, les jeunes, les médias et les autres réseaux existants contribuent de manière effective dans la prévention et la gestion des conflits à tous les niveaux avec l'aide des médias.	1. Nombre de médias interagissant avec les jeunes pour faire changer les mentalités, lutter contre les stéréotypes et pour promouvoir l'égalité de genre et consolider la paix	Rapports d'activités	(a) 11 radios dont 8 radios communautaires membres de l'Association des Radios diffuseurs ont produit et diffusé des messages et émissions (b) Les 36 radios Clubs communautaires (sous le lead de la radio RIU) ont fait interagir 14 765 bénéficiaires d'encadrement (425 hommes et 11 050 femmes, 1 375 garçons et 1 915 filles) grâce aux émissions interactives reprises par d'autres radios.	N/A
Organisation B : AFRABU				
Impact 6 Amélioration du relèvement socio-économique et de la participation politique des femmes et des filles dans les contextes de consolidation de la paix.	1. Nombre/pourcentage de femmes ayant un pouvoir accru grâce à l'autonomisation économique : 2592 Femmes 2. Nombre de femmes participant aux prises de décisions et processus politiques : 400	Revue documentaire, observation, ou entretiens Rapports d'activités	(a) 2592 Femmes bénéficiaires de l'intervention (b) 400 femmes élues au niveau local font partie des structures communautaires de décision	N/A
Effet 1 <i>Capacité accrue des femmes à générer de nouveaux revenus</i>	1. Nombre de bénéficiaires directs (totale) du projet (désagrégé par sexe, groupe d'âge ou autres variables) : 2. Nombre de bénéficiaires indirects (totale) du projet :	Revue documentaire et entrevue Rapports d'activités	(a) 2973 bénéficiaires directs (b) 8640 bénéficiaires indirects	N/A
Produit 1 : Les membres des groupements/AGR sont renforcés et capacités de bien gérer les AGR et contribuent à leur autonomisation	1. Indicateur : Nombre d'AGR créés Baseline : 112 (résultats de 2019) Cible : 96 nouveaux AGR 2. Indicateur : Nombre de coopératives créées Baseline : 0 Cible : Une coopérative par provinces 3. Indicateur : Taux de remboursement Baseline : TBD Cible : 60% 4. Indicateur : Nombre de personnes	Rapports du projet Rapports des missions de suivi Rapports d'activités	(a) 96 AGRs/IGRs créées (b) 96 des 96 sont appuyées financièrement (c) 4 Coopératives ont été créées. (d) Taux de remboursement 31%. (e) 2973 personnes ont été formées et coachées sur la gestion, l'épargne, plaidoyer et lobbying. 1053 personnes (953 femmes et	(a) N/A (b) N/A (c) N/A (d) Il n'a pas été possible de mesurer le taux de remboursement dans les groupements constitués durant les 3 derniers du projet. (e) N/A

	capacités en matière de gestion et l'épargne, plaidoyer et lobbying Baseline : 0 Cible : 2880 personnes		100 hommes) ont été formés directement et le reste 1920 personnes formées par les pairs.	
Produit 2 : Les femmes leaders, y compris les femmes médiatrices participent activement à la gouvernance locale et dans les mécanismes de prévention des conflits et de consolidation de la paix au niveau local	<p>1. Indicateur : nombre de conflits détectés et référés aux instances locales de gestion des conflits Baseline : 0 Cible : 300 conflits par provinces</p> <p>2. Indicateur : nombre mécanismes locaux recevant et tenant en compte des informations d'alerte précoce des conflits Baseline : 0 Cible : 6 mécanismes</p> <p>3. Indicateur : Nombre de femmes incluses au sein des mécanismes locaux de gouvernance et de prévention des conflits Baseline : 0 Cible : Un minimum de 48 femmes</p> <p>4. Indicateur : % de la population estimant que les perspectives des femmes sont prises en compte au sein des mécanismes de gouvernance Baseline : 0 Cible : 50%</p>	Rapports d'activités	<p>(a) 1381 Conflits ont été traités;</p> <p>(b) 4 mécanismes locaux ont été mis en place; à savoir (1) la tenue des dialogues communautaires et Communaux, (2) établissement d'un réseautage entre les femmes médiatrices, (3) établissement d'un réseau des membres des noyaux de base collinaire et (4) la participation des femmes médiatrices aux comités mixtes de sécurité</p> <p>(c) 77 femmes incluses au sein des mécanismes locaux, soit 160%</p> <p>(d) Pas de données disponibles</p>	<p>(a) N/A</p> <p>(b) Le projet s'est limité au travail réalisé par les femmes médiatrices et la collaboration des structures existantes de résolution des conflits limités en nombre.</p> <p>(c) N/A</p> <p>(d) Le projet n'a pas pu organiser l'enquête d'opinion qui devait fournir ces données conformément au plan de suivi.</p>
Produit 3 : Le projet est effacement géré et génère des connaissances utiles	<p>1. Indicateur : Nombre de documentaire produit Baseline : 0 Cible : 1</p> <p>2. Indicateur : Niveau de performance dans la mise en œuvre du projet Baseline : 0% Cible : 100%</p>	Rapports d'activités	<p>(a) 1 documentaire et un bulletin sur les histoires de succès ont été produits.</p> <p>(b) Le niveau de performance est estimé à 90% calculé par rapport à la réalisation des indicateurs qui montre que sur 10 indicateurs 7 ont été réalisés totalement, 2 réalisés partiellement et un indicateur qui n'a pas pu être renseigné.</p>	<p>(a) N/A</p> <p>(b) N/A</p>

Organisation C : SOJPAE –BURUNDI				
Impact 6 Amélioration du relèvement socio-économique et de la participation politique des femmes et des filles dans les contextes de consolidation de la paix.	6.2. Nombre/pourcentage de femmes ayant un pouvoir accru grâce à l'autonomisation économique	Revue documentaire, observation, ou entretiens Focus group Témoignages	93.33 % des femmes/filles ont leurs capacités renforcées et sont devenues des leaders de 280 groupes de solidarité assurant l'éducation financière, la résolution pacifique des conflits et mobilisant communautés par des dialogues pour vaincre le COVID-19 et les VSBG.	N/a
Effet 1 <i>640 IGRs HAGURUKA, soit 16000 femmes, filles et leaders s'engagent dans la consolidation de la paix, la réduction de violence pendant la crise, et au relèvement des femmes dans leurs communautés</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de bénéficiaires femmes directes du projet qui s'engagent à la consolidation de la paix 2. Nombre de bénéficiaires jeunes filles directs du projet qui animent des dialogues communautaires sur la consolidation de la paix 3. Nombre de bénéficiaires leaders directs du projet qui participent aux instances de décision 4. Nombre de bénéficiaires indirects (totale) du projet qui témoignent de leur autonomie financière 	Observations Focus group Entretien semi-structuré Témoignage	<ol style="list-style-type: none"> (a) 26087 femmes et filles membres de 788 Groupes de Solidarité participent à la consolidation de la paix à travers la tenue des dialogues communautaires, la gestion des conflits familiaux et les initiatives de promotion de la masculinité positive. (b) 6387 jeunes filles âgées de moins de 18 ans qui participent dans les dialogues communautaires sur la consolidation de la paix. (c) 156 leaders communautaires dont 114 femmes et 39 hommes (d) Données non disponibles 	<ol style="list-style-type: none"> (a) N/A (b) N/A (c) N/A (d) L'enquête d'opinion qui devait fournir ces données n'a pas été réalisée.
Effet 2 <i>640 IGRS soit 64 coopératives (16000 femmes) accélèrent l'autonomisation de la femme et de la fille dans leur localité à travers l'accès au crédit et l'entrepreneuriat basé sur l'innovation.</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le nombre de femmes qui mènent des projets innovateurs 2. Le nombre de femmes/filles qui s'engagent dans l'entrepreneuriat 3. Le nombre de femmes /filles qui ont atteint une autonomie financière 4. Le nombre de femmes de femmes/filles qui sont capables de contracter un crédit dans un IMF 	Revue documentaire Focus group Témoignages Rapport du projet Entretien semi-structuré	<ol style="list-style-type: none"> (a) 7000 femmes participent dans la mise en œuvre de 280 IGRs soit une moyenne de 25 femmes par IGRs. (b) 2400 femmes et jeunes filles membres de 96 Groupements de solidarités engagé dans l'entrepreneuriat (c) Données non disponibles (d) 1325 femmes et filles membres de 53 coopératives exploitent les fonds de garanties déposés à la COOPEC 	
Produit 1 : Renforcement des capacités des leaders des groupes de solidarité en éducation financière, résolution pacifique des	1. Le nombre des femmes médiatrices et autres femmes leaders en mobilisation renforcées	Rapport de formation, liste de présence, rapport de suivi, témoignages des	(a) 307 femmes et filles médiatrices dont 11 points focaux formées sur le leadership, la gestion des conflits, l'organisation des dialogues communautaires, la mise en	N/A

conflits et la mobilisation communautaire.		membres des groupes de solidarité	place des IGR HAGURUKA et sur la mise en place des coopératives / fédération.	
Produit2 : Deux confédérations provinciales sont renforcées pour faciliter la participation de la femme actrice de paix à la prise de décision au niveau de leurs communautés respectives	1. Le nombre de fédérations renforcées	Rapport, listes de présences	(a) 6 fédérations ont été créés.	N/A
Produit 3: Des capacités des jeunes filles médiatrices (y compris les batwa, les albinos et les femmes handicapées, les mères célibataires, les filles domestiques et celles qui vivent avec le VIH), renforcées pour l'organisation des dialogues sur la lutte contre la violence envers les femmes et les filles pour la cohésion sociale et la prévention COVID-19	1. Nombre de filles médiatrices dont les capacités sont renforcées.	Rapport de formation	(a) 280 nouvelles médiatrices formées sur l'éducation financière, la résolution pacifique des conflits et la mobilisation des membres de la communauté dans la lutte contre le COVID-19 et les VSBG	N/A
Produit.4 : un système de suivi-évaluation efficace permet d'atteindre les indicateurs et d'avoir la pérennité des actions dans la communauté.	1. Existence d'un plan de suivi et un calendrier d'atelier de restitution des activités de suivi	Rapports de suivi.	(a) 1 plan de suivi élaboré	N/A
Organisation : FVS-AMADE				
Impact 2 et 6 : Participation effective et prise de décisions accrues des femmes aux processus et interventions relatifs à la prévention des conflits (Consolidation de la paix et investissement dans le relèvement)	1. Nombre/Pourcentage de femmes participant à la prise de décisions dans le cadre de processus et d'interventions liés à la prévention des conflits 2. Nombre et types de mécanismes de prévention des conflits sensibles au genre	Rapport du projet	(a) 17675 femmes participant à la prise de décision dans le cadre du processus et d'intervention liés à la prévention des conflits (b) 23 comités mixtes de sécurité ont signé des chartes de collaboration et des plans d'actions élaborés.	N/A
Effet 1 Participation effective et prise de décisions accrues des femmes aux processus et interventions relatifs à la prévention des conflits.	1. Nombre de membres des noyaux, les membres du réseau des femmes médiatrices, les élus collinaires, et les autres femmes leaders ont les capacités renforcées en matière la résolution pacifique des conflits, alerte précoce	Rapport du projet	(a) 539 femmes, 23 hommes et 4 jeunes filles ont renforcés sur la prévention et la gestion des conflits familiaux et communautaire. (b) 2907 conflits ont été identifiés.	N/A

	<p>2. Nombre de conflits identifiés au sein des dialogues sociaux, traités et/ou référés</p> <p>3. Nombre de charte de collaboration et d'engagement commun entre femmes médiatrices, les membres des noyaux de base collinaire les femmes médiatrices et les comités mixtes de sécurité</p> <p>4. Nombre de conflits communautaires signalés et traités en commun, par les structures locales de sécurité/ résolution des conflits et les médiatrices</p> <p>5. Nombre de structures locales de paix et de sécurité recevant et intégrant les informations d'alerte précoce des femmes pour prévenir et résoudre les conflits</p>		<p>(c) 23 chartes de collaboration entre les femmes médiatrices et les comités mixtes de sécurité dont 7 chartes communales et 16 collinaires qui ont été signées.</p> <p>(d) Parmi les 2907 conflits identifiés, 2876 résolus pacifiquement par elles et 131 référés aux instances habilitées.</p> <p>(e) 23 comités mixtes de sécurité ont accepté de collaborer avec les femmes médiatrices pour prévenir et résoudre ensemble les conflits.</p>	
Produits 1 : Les capacités de noyaux de base collinaires sont renforcées sur la prévention et la gestion des conflits familiaux et communautaires pour une meilleure implication au sein des dynamiques de prévention des conflits	<p>Nombre de membres des noyaux, les membres du réseau des femmes médiatrices, les élus collinaires, et les autres femmes leaders ont les capacités renforcées en matière la résolution pacifique des conflits, alerte précoce Base line : 0 Cible : 564</p>	Rapport de formation, Fiche de collecte de données	(a) 566 membres des noyaux de base collinaire (539 femmes, 23 hommes et 4 jeunes filles) ont des capacités renforcées sur la prévention et la gestion des conflits familiaux et communautaire	N/A
	<p>Nombre de conflits identifiés au sein des dialogues sociaux, traités et/ou référés Base line : 0 Cible : 363</p>	Rapport trimestriel	(a) 2907 conflits dont 2876 résolus pacifiquement et 131 référés ont été identifiés et traités par les femmes médiatrices	N/A
	<p>Nombre de charte de collaboration et d'engagement commun entre femmes médiatrices, les membres des noyaux de base collinaire les femmes médiatrices et les comités mixtes de sécurité Base line : 0 Cible : 1</p>	Rapport trimestriel	(a) 23 chartes de collaboration entre les femmes médiatrices et les comités mixtes de sécurité dont 7 chartes communales et 16 collinaires ont été signées.	N/A
	<p>Nombre de conflits communautaires signalés et traités en commun, par les structures locales de sécurité/ résolution des conflits et les médiatrices Base line : 0</p>	Rapport trimestriel	(a) Des 2907 dont 2876 résolus pacifiquement par elles et 131 référés aux responsables compétents.	Le niveau de performance dans la médiation des conflits a dépassé les attentes et réduit en

	Cible : 210			conséquence le nombre des dossiers référés
	Nombre de structures locales de paix et de sécurité recevant et intégrant les informations d'alerte précoce des femmes pour prévenir et résoudre les conflits Base line : 0 Cible : 35	Rapport trimestriel	(a) 23 structures de paix et de sécurité ayant signé les chartes de collaboration avec les femmes médiatrices et les membres des noyaux de base collinaire	Le processus de plaidoyer a pris un long processus pour en arriver à la signature
Produit 2 : Les femmes médiatrices et les autres femmes renforcent leur statut socioéconomique et s'engagent activement dans la consolidation de la paix, la cohésion sociale et la résolution pacifique des conflits au sein de leurs communautés	Nombre de femmes membres de groupes de solidarité sont formées sur l'entrepreneuriat, l'organisation et le fonctionnement des coopératives Base line : 0 Cible : 560	Rapport trimestriel	(a) 570 femmes ont été formé en entrepreneuriat et ont à leur tour fait la restitution dans leurs groupes de solidarité qui se réunissent une fois la semaine.	N/A
	Nombre de groupes de solidarité créés et encadrés Base line : 3101 Cible : 714	Rapport trimestriel	(a) 714 groupes sont été mis en place dans les différentes provinces d'intervention.	N/A
	Nombre de nouveaux groupes de solidarité encadrés sur l'initiation des AGR et sensibilisés sur l'adoption aux coopératives Base line : 0 Cible : 714	Rapport trimestriel	(a) 714 groupes composés de 24 027 membres dont 19 201 femmes et 4 826 hommes sont encadrés par nos trois associations pour bien réaliser l'épargne et crédit en vue de développer leurs AGR	N/A
	Nombre de plans communaux de développement communautaires comprennent les activités en faveur des femmes Base line : 0 Cible : 18	Rapport trimestriel	(a) 0	Au moment de la mise en œuvre du projet, les plans communaux de développement étaient tous validés et le projet s'est achevé avant la période de mise à jour de ces plans.
	Nombre de groupes de solidarité des femmes médiatrices régulièrement évalués Base line : 0 Cible : 714	Rapport trimestriel	(a) 648 groupes de solidarité ont été évalué au cours de cette année du projet. Parmi ces groupes de solidarité évalués pour voir s'ils sont matures.	Les 66 autres groupements manquants ne remplissaient pas encore les critères d'évaluation
	Nombre de groupes de solidarité recevant des crédits pour le financement de leurs AGRs Base line : 666 Cible : 714	Rapport trimestriel	(a) 740 groupes de solidarité (Baseline +74 nouveau groupe de solidarité) composés de 2594 membres dont 1896 femmes et 699 hommes ont reçu des crédits totalisant un montant d'environ 77 150 USD.	Cible dépassée.

Produit 3.: Les femmes aux capacités renforcées, s'engagent dans la prévention et la lutte contre la pandémie du COVID 19	Nombre de femmes et de filles participant aux initiatives de prévention et de renforcement des capacités COVID 19, mises en œuvre avec le soutien d'ONU Femmes Base line : 0 Cible : 800	Rapport trimestriel	(a) 19 201 femmes sensibilisées par 569 femmes médiatrices et autres leaders de la communauté formées sur les mesures de prévention et de lutte contre le COVID 19 et les bonnes pratiques nutritionnelles participent dans aux initiatives de prévention et de résolution de conflits et de lutte contre la Covid-19.	X
	Nombre de femmes médiatrices et de responsables du CDFC formées pour fournir les connaissances, les compétences et les techniques nécessaires à la mise en œuvre des normes nutritionnelles essentielles Base line : 0 Cible : 560	Rapport de formation	(a) 569 femmes médiatrices et autres leaders de la communauté ont été formés sur les mesures de prévention et de lutte contre le COVID 19 et les bonnes pratiques nutritionnelles.	
	Nombre d'individus sensibilisés sur la lutte et la prévention contre le COVID-19 Base line : 0 Cible : 1120	Rapport trimestriel	(a) 24 027 membres dont 19 201 femmes et 4 826 hommes ont été sensibilisés sur la lutte et la prévention contre la Covid-19 par les 569 femmes formées sur les bonnes pratiques nutritionnelles et la lutte contre le Covid 19.	+ N/A
	Nombre d'individus sensibilisés sur l'adoption aux bonnes pratiques nutritionnelles Base line : 0 Cible : 1120	Rapport trimestriel	(a) 24 027 membres dont 19 201 femmes et 4 826 hommes ont été sensibilisées par les 569 femmes formées sur les bonnes pratiques nutritionnelles.	+ N/A
Organisation E : Saemaul Undong Burundi				
Impact 6: Amélioration du relèvement socio-économique et de la participation politique des femmes et des filles dans les contextes de consolidation de la paix.	Nombre de femmes ayant un pouvoir accru grâce à l'autonomisation économique	Rapport du projet	(a) 795 femmes et 37 hommes membres de ces réseaux ont plus d'opportunités pour accroître leurs activités génératrices de revenus. Ceci leur permet aussi d'avoir un grand réseau permettant la cohésion sociale et la résolution des conflits.	+ N/A
Effet 1 Capacité accrue des femmes à générer de nouveaux revenus	1. 360 femmes qui génèrent de nouveaux revenus (par groupe d'âge)	Rapport du projet	(b) 45 filles et 750 femmes ont été appuyé par le partenaire pour accroître leurs revenus.	+ N/A
	2. 360 bénéficiaires directs (total) du projet (désagrégé par sexe, groupe d'âge ou autres variables)	Rapport du projet	(c) 832 dont 750 femmes, 45 filles et 37 hommes sont des bénéficiaires directs de ce projet.	+ N/A
	3. 1800 bénéficiaires indirects (totale) du projet	Rapport du projet	(d) 4160 sont des bénéficiaires indirects de ce projet.	+ N/A

Produit 1 : Le RFAPD (dans les provinces d'intervention) renforcé a des attitudes favorables et des capacités à intégrer les dynamiques de paix et sécurité par la participation à la prévention et à la résolution des conflits grâce au relèvement communautaire par les IGRs/coopératives	236 femmes et filles médiatrices renforcées participant à la prévention et à la résolution des conflits	Rapport de Formation	(a) 198 femmes et filles médiatrices renforcées sur les stratégies de mobilisation des AGRs et participent à la prévention et à la résolution des conflits	N/A
	Nombre échanges d'expériences organisées Cible :6	Rapport	(a) 36 visites d'échange d'expérience prévues depuis le début du projet, toutes ont été réalisées.	N/A
Produit 2 : L'autonomisation économique des femmes et des filles est renforcée et leur permet de contribuer aux initiatives, à tous les niveaux, de renforcer le mouvement coopératif, de multiplier les emplois, de consolider la paix, la cohésion sociale et la résilience ; de développer l'aspect nutritionnel des ménages et renforcer le rôle de la femme dans la lutte contre le covid -19.	Nombre de Coopératives nées des anciennes AGRs créées par Saemaul Undong Burundi Cible :9	Rapports d'activité	(a) 9 réseaux de groupements composés de 832 personnes dont 795 femmes et 37 hommes fonctionnelles dans les provinces de Bubanza, Gitega, cibitoke, Bujumbura et Rumonge et Karusi.	N/A
	Nombre d'AGRs encadrées par Saemaul Undong Burundi Base line : 186 Cible : 236	Rapport d'activités	(a) 236 femmes responsables des AGRs encadrées par Saemaul Undong Burundi et ont été visités par les Points focaux de saemaul dans les provinces d'intervention.	N/A
Produit 3 : Le statut et le positionnement des femmes et des filles est renforcé grâce aux IGRs/coopératives et leur permettent d'influencer les approches communautaires et nationales pour intégrer les priorités des femmes dans le domaine d'autonomisation des femmes incluant la communication et les stratégies de plaidoyer aux différents partenaires ainsi que la visibilité du bailleur.	6 cadres provinciaux de rencontre mis en place Base line : 0 Cible : 6	Rapports d'activité	(a) 12 réunions mensuelles du personnel affecté au projet et les parties prenantes ont été réalisées pour évaluer l'état d'avancement des activités. .	N/A
	2 formations organisées Base line : 0 Cible : 2	Rapport de formation	(a) 2 formations prévues dans le cadre de renforcement des capacités de l'équipe de gestion du projet, toutes ont été organisées. Lors de ces formations, 21 personnes dont 10 personnes affectées au projet (5 hommes et 5 femmes) et 11 volontaires (6 Femmes et 5 hommes) formées sur les stratégies d'atteindre les résultats du projet.	N/A
	4 N° du bulletin produits Base line : 0 Cible : 4	Bulletins	(a) Quatre bulletins ont été produits. Certains de ces bulletins peuvent être consultés sur le site de Saemaul Undong Burundi : www.saemaulundongbdi.org	N/A
	1 foire inter-AGRS/coopératives des provinces d'intervention de SUB organisée Base line : 0	Rapports d'activités	(a) 1 foire inter IGRs a été aussi organisée dans la province de Cibitoke dans laquelle des produits commerciaux constituées par les	N/A

	Cible : 6		ananas, les pastèques, les avocats les haricots, les ndagala, l'huile de palme. 20 membres de groupements et des réseaux de groupements constituées par 15 femmes et 5 hommes ont représenté les groupements des provinces de Rumonge, Gitega. Bujumbura Rural, Bubanza, et Karusi tandis qu'approximativement 200 personnes ont participé la foire (130 femmes et 70 hommes).	
Produit 4 : Un cadre de coordination et de gestion opérationnel	4 unités dédiés au projet Base line : 0 Cible : 4	Rapports financiers	(a) 4 unités dédiés au projets (Coordination, comptabilité, communication, section genre) ont été appuyé avec un personnel de 10 personnes affectées au projet (5 hommes et 5 femmes).	N/A
Organisation F : AICNDH				
Impact 6 Amélioration du relèvement socio-économique et de la participation politique des femmes et des filles dans les contextes de consolidation de la paix.	Nombre de femmes ayant un pouvoir accru grâce à l'autonomisation économique Base line : 0 Cible : 600	Revue documentaire, observation, ou entretiens	565 femmes et filles et 25 hommes ont bénéficié d'un appui technique et financier.	N/A
Effets (Résultats) ; les femmes et les filles participent activement dans les initiatives de relèvement socio-économique des femmes et dans la prévention et la résolution des conflits au niveau communautaire	1. Pourcentage de femmes qui génèrent de nouveaux revenus avec l'appui du projet Base line : 0% Cibles : <ul style="list-style-type: none"> 0% des filles et des femmes de moins de 18 à 35 ans 60% des filles et des femmes de 18 à 35 ans 30% des femmes de 35 ans et plus 	Rapports d'activités	(a) Moins de 18 à 35 ans : 0% (b) De 18 à 35 ans : 20 % des filles et des femmes de 18 à 35 ans parviennent à générer de nouveaux revenus avec l'appui du projet (c) De 35 ans et plus : 13% qui parviennent à générer de nouveaux revenus avec l'appui du projet.	(a) N/A (b) & (c) :
	2. Nombre de bénéficiaires directs (total) du projet Base line : 0 Cibles : 600 : <ul style="list-style-type: none"> 300 membres des « Clubs HeForShe » 	Rapports d'activités Liste des présences	(a) 75 femmes membres des Clubs HeForShe (b) 600 membres des organisations à base communautaires et musulmanes (c) 27 membres des groupements de leaders traditionnels et culturels (d) 12 leaders religieux non musulmans (e) 120 responsables des mosquées (f) 63 représentants de l'administration locale	(a) N/A (b) N/A (c) N/A (d) Il n'a pas été facile de convaincre des leaders non musulmans de s'associer avec les

	<ul style="list-style-type: none"> - 300 membres des organisations à base communautaires et musulmanes - 25 membres des groupements de leaders traditionnels et culturels - 75 leaders religieux non musulmans - 500 responsables des mosquées - 50 représentants de l'administration locale 			<p>Imans de mener des initiatives de promotion de la masculinité positive ensemble</p> <p>(e) La résistance des responsables des mosquées d'aborder les questions des droits de la femme musulmane est à la base du faible taux de responsables musulmans</p> <p>(f) N/A</p>
	<p>Nombre de bénéficiaires indirects (total) du projet</p> <p>Base line : 0</p> <p>Cibles : 10 000</p>	Rapports d'activités	(a) 13664 bénéficiaires indirects	N/A
<p>Produit 1.1.</p> <p>Les femmes et les filles y compris les femmes et les filles musulmanes accroissement leurs revenus résultant de leur participation croissante aux activités de relèvement économique dans un contexte de résilience communautaire</p>	<p>3. Augmentation en % du nombre de femmes et filles appuyées par le projet dont le revenu a augmenté</p> <p>Base line : 0%</p> <p>Cibles : 60%</p>	Rapports d'activités	(a) 57% des femmes bénéficiaires affirment avoir augmenté leurs revenus	Il n'a pas été possible d'évaluer le niveau d'accroissement des revenus pour les femmes ayant bénéficié d'appui financier vers la fin du projet
	<p>4. Nombre d'initiatives de relèvement communautaire créés et mis en œuvre par les femmes formées par le projet</p> <p>Base line : 0</p> <p>Cibles : 250</p>	Rapports de suivi Convention de mise en exécution des initiatives	(b) 250 initiatives de relèvement communautaires créées et mise en œuvre	N/A
	<p>5. Augmentation en % du revenu des femmes et filles appuyées par le projet</p> <p>Base line : 0</p> <p>Cibles : 15 %</p>	Rapports d'activités	(c) Le niveau d'augmentation a été estimé à 5% pour la majorité des femmes bénéficiaires	L'absence d'un mécanisme adéquat de suivi des bénéficiaires limitent les possibilités d'avoir les informations précises sur le niveau d'augmentation
<p>Produit 1.2.</p> <p>Les membres des Clubs HeForShe aux capacités renforcées interagissent avec les femmes et</p>	<p>6. % du nombre de conflits communautaires signalés qui sont traités par les femmes bénéficiaires du projet</p> <p>Base line : 0</p>	Rapports d'activités	(a) 19% des conflits traités par les membres des Clubs HeForShe résolus	Les membres des clubs HeforShe ne jouissent pas encore de légitimité / reconnaissance communautaire pour avoir



les filles en vue de leur participation significative à la consolidation de la paix à travers la prévention et la résolution des conflits.	Cibles : 30%			plus d'impact dans leurs initiatives de résolution des conflits
	7. Nombre de dialogues sur la paix, la cohésion sociale, la lutte contre les VFF conduites par les membres des clubs HeForShe Base line : 0 Cibles : 100	Rapports d'activités	(b) 78 dialogues sur la paix, la cohésion sociale, la lutte contre les VFF conduites.	Le cadre de collaboration avec le réseau des femmes médiatrice n'a pas été effectif.
Produit 1.3. Les groupes des leaders culturels et religieux promeuvent des modèles de masculinité positive capables d'influencer la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles dans un contexte de COVID-19 et de renforcer la cohésion sociale sont promus	1. Nombre d'initiatives axées sur l'élimination des facteurs de disparité et de discrimination liée au genre développées et mises en œuvre avec le soutien du projet Base line : 0 Cibles : 75	Rapports d'activités	(a) 75 initiatives des leaders culturels et religieux relative à la masculinité positive	N/A
	2. Nombre de modèles de masculinités identifiés qui organisent des séances de dialogues et d'échanges sur la modification des stéréotypes liées au genre grâce au soutien du projet Base line : 0 Cibles : 75	Rapports d'activités	(b) 75 leaders religieux identifiés ont organisé des séances de dialogues et d'échanges	N/A
	3. Nombre de dialogues et d'échanges sur la modification des stéréotypes liés au genre organisés grâce au soutien du projet Base line : 0 Cibles : 100	Rapports d'activités	(a) 75 dialogues et séances de partage de connaissances et d'expériences sur la masculinité positive organisés.	Indicateur réalisé à 75%. La principale justification tien du court délai du projet